

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/DS/M/6

31 mars 2003

(03-1816)

Session extraordinaire de l'Organe de règlement des différends
13-15 novembre 2002

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard
du 13 au 15 novembre 2002

Président: M. Péter Balás (Hongrie)

<u>Sommaire:</u>	<u>Page</u>
1. Examen des propositions présentées par les participants	1
a) Proposition du Japon	1
b) Proposition du Mexique	3
2. Observations générales concernant les propositions	6

Ayant souhaité la bienvenue aux participants à la sixième réunion de la Session extraordinaire de l'ORD, le Président s'est référé à l'ordre du jour proposé pour la réunion, qui comprenait trois points, à savoir i) l'examen des propositions présentées par les délégations; ii) l'examen des questions spécifiques soulevées dans les propositions (dans l'ordre suivi dans la liste de questions – JOB(02)86/Rev.4); et iii) les "autres questions". Au titre du premier point, le Président a proposé d'inviter les participants qui avaient fait parvenir de nouvelles propositions à les soumettre formellement et à donner à d'autres participants la possibilité d'y réagir formellement si tel était leur désir. Les participants pourraient également formuler des observations sur l'une ou l'autre des propositions présentées antérieurement au titre du deuxième point de l'ordre du jour. Ils devaient cependant se garder de faire de longues observations à ce stade-ci, puisqu'ils auraient la possibilité d'en débattre de manière informelle tous les éléments au moment de l'examen du deuxième point à l'ordre du jour. Le point se rapportant aux "autres questions" a été supprimé avant l'adoption de l'ordre du jour, puisqu'aucun participant n'avait indiqué qu'il aimerait faire une déclaration au titre de ce point.

1. Examen des propositions présentées par les participants

a) Proposition du Japon (TN/DS/W/22)

1. La représentante du Japon a rappelé que sa délégation avait présenté cette proposition de manière informelle à la cinquième réunion de la Session extraordinaire. Ce document s'inspirait dans une large mesure de la proposition conjointe (WT/MIN(01)/W/6) qui avait été présentée à la Conférence ministérielle de Doha par un certain nombre de pays dont le Japon. Cette nouvelle proposition contenait des éléments nouveaux concernant les rapports de situation et la compensation. En revanche, n'y avaient pas été retenues les suggestions de la proposition originelle se rapportant aux délais généraux et au traitement spécial et différencié pour les pays en développement. À l'instar de la

première proposition, la nouvelle portait essentiellement sur la question de la "chronologie" à laquelle le Japon attachait une grande importance, ainsi qu'en témoignait le nombre de textes sur ce sujet dont il s'était porté coauteur, y compris tout récemment le document conceptuel (JOB(02)/45) soumis en mai 2002. L'intervenante a précisé que si la proposition du Japon était très similaire à celle présentée par les CE sur ce thème, les deux documents différaient sur un certain nombre de points, parmi lesquels la question de savoir: i) si la tenue de consultations devait précéder une demande d'établissement d'un groupe spécial de la mise en conformité, ii) si le Membre concerné devait être tenu de présenter une proposition de compensation, et iii) quand devait avoir lieu l'arbitrage visant à déterminer le niveau de l'annulation et de la réduction des avantages.

2. L'intervenante a indiqué que la proposition japonaise abordait également la question de la "législation impérative", suivant laquelle un Membre était tenu par son droit interne d'adopter certaines mesures incompatibles avec ses obligations dans le cadre de l'OMC. La mise en œuvre de telles mesures supposait que le Membre ait manqué à ses obligations à l'égard d'autres Membres. Selon la pratique relative à l'article 22:4 du Mémorandum d'accord, le niveau de la suspension de concessions devait être équivalent à celui de l'annulation ou de la réduction des avantages découlant de la mesure spécifique en cause incompatible avec les règles de l'OMC. Lorsqu'on était en présence d'une "législation impérative", il pouvait s'avérer difficile d'établir une "équivalence" entre l'incidence de la législation et le niveau de rétorsion. Étant donné que seule l'incidence effective en l'espèce de la législation était prise en compte aux fins de déterminer le niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages, le niveau de rétorsion ne pouvait être équivalent à l'ensemble des effets de distorsion du commerce que pourrait produire la législation impérative si des mesures additionnelles étaient adoptées ultérieurement dans le cadre de son application. Compte tenu de ce déséquilibre, les Membres n'étaient pas incités à respecter leurs obligations, puisqu'il était probable que la rétorsion appliquée en cas de non-respect ne serait pas efficace. Pour remédier à cette situation, le Japon avait proposé d'étendre le champ d'application de l'article 22:4 de manière à inclure non seulement les effets sur les échanges résultant de la mesure en cause imposée par une "législation impérative", mais également les effets à venir produits par les mesures qui pourraient être adoptées ultérieurement dans le cadre de son application.

3. La proposition du Japon couvrait également la théorie dite de la "législation dispositive" suivant laquelle la législation d'un Membre lui permettait de choisir entre des mesures compatibles et des mesures incompatibles avec les règles de l'OMC. Des groupes spéciaux et l'Organe d'appel avaient estimé que de telles législations n'enfreignaient pas, en tant que telles, les règles de l'OMC et que la constatation d'un manquement à des obligations contractées dans le cadre de l'OMC ne pouvait porter que sur les seules mesures d'application. Selon le Japon, cette situation n'était pas satisfaisante puisqu'elle laissait de côté le problème fondamental, qui était la "législation dispositive d'habilitation". Si des mesures correctives commerciales étaient appliquées abusivement en vertu d'une "législation dispositive", le commerce avec les pays tiers serait affecté par l'ouverture d'une enquête. Il serait difficile en pratique de supprimer des subventions ou d'annuler des marchés publics après lancement des appels d'offres. Il était concevable qu'un Membre décide de protéger la branche de production nationale en vertu d'une "législation dispositive" même s'il avait été constaté antérieurement, dans une affaire impliquant la même législation, que celle-ci enfreignait les règles de l'OMC. Ce Membre pourrait adopter le point de vue selon lequel il était en droit de maintenir la nouvelle mesure en attendant qu'une décision soit prise par un groupe spécial ou l'Organe d'appel. Il risquait même d'être encouragé par le fait qu'il pourrait ne pas être tenu de modifier ou d'abroger la "législation dispositive". Le risque d'abus était réel et il était indispensable de traiter la question. En conséquence, le Japon avait proposé de faire une exception à l'application de la théorie de la "législation dispositive" lorsque la répétition de la même infraction était fortement probable. Par exemple, lorsqu'il était évident qu'un Membre avait délibérément ignoré la recommandation de l'ORD de ne pas appliquer une mesure particulière promulguée en application de la législation et avait appliqué par la suite des mesures similaires. S'agissant des modalités, le Japon estimait que les modifications qu'il proposait pourraient être obtenues au moyen d'un amendement apporté aux

dispositions de l'OMC pertinentes ou par l'adoption d'une interprétation faisant autorité de l'article XVI:4 de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC conformément à l'article IX:2 dudit accord. Le Japon avait également suggéré que la charge de la preuve soit déplacée et incombait au Membre imposant la mesure, s'il était établi qu'une infraction répétée avait été commise. Dans de telles situations, la mesure serait présumée incompatible avec les règles de l'OMC, jusqu'à preuve du contraire. Le Japon avait aussi proposé que de telles affaires soient portées devant le groupe spécial ou la section de l'Organe d'appel chargé de l'affaire initiale, chaque fois que ce serait possible, un délai plus bref étant imparti pour les recommandations et décisions.

4. L'intervenante a ajouté que la proposition du Japon prévoyait également une augmentation du nombre des membres de l'Organe d'appel, compte tenu du nombre des affaires portées en appel et de la nature complexe des questions juridiques qui devaient être résolues. Elle a déclaré que si les Membres espéraient que l'Organe d'appel conserve ses critères de qualité élevés et évite tout retard dans la publication des rapports, ils devaient nécessairement augmenter le nombre de ses membres. Dans ce contexte, le Japon avait proposé d'apporter un amendement à l'article 17:1 du Mémorandum d'accord, afin que le nombre des membres de l'Organe d'appel puisse être modifié en fonction des besoins, sur décision de l'ORD ou du Conseil général. Cela exigeait une certaine flexibilité et la proposition du Japon permettrait d'éviter d'avoir à modifier l'article 17:1 chaque fois qu'il était décidé de changer le nombre de membres de l'Organe d'appel. Parallèlement, il serait utile de commander un rapport pour déterminer le nombre adéquat, compte tenu de l'ensemble des facteurs connexes comme la charge de travail et l'incidence sur le budget de toute augmentation du nombre des membres de l'Organe d'appel. Au sujet de la transparence, l'intervenante a indiqué que le Japon avait proposé d'améliorer l'accès aux communications des Membres et du public. Les arguments et réfutations présentés dans un différend présentaient un intérêt non seulement pour les parties et les tierces parties mais aussi pour d'autres Membres, en particulier, pour ceux qui envisageaient la possibilité d'invoquer le Mémorandum d'accord dans la même affaire ou dans une affaire semblable. À l'exception des renseignements commerciaux confidentiels, le Japon estimait que les communications des parties et des tierces parties devraient être mises à la disposition de l'ensemble des Membres de l'OMC ainsi que du public dans un délai de deux semaines à compter de la date de chaque réunion pertinente d'un groupe spécial ou audience de l'Organe d'appel. L'intervenante a dit que le Japon était disposé à répondre à toutes questions éventuelles des participants et espérait qu'ils soutiendraient sa proposition.

b) Proposition du Mexique (TN/DS/W/23)¹

5. Le représentant du Mexique a dit que le premier objectif du système de règlement des différends était d'apporter sécurité et prévisibilité au système commercial multilatéral. Il était de ce fait indispensable que les Membres se conforment dans les moindres délais aux recommandations et aux décisions de l'ORD. En signant l'Accord de Marrakech instituant l'OMC, tous les Membres s'étaient engagés à faire en sorte que leurs lois, règlements et procédures administratives soient conformes aux disciplines prévues dans les divers Accords de l'OMC. Les 274 affaires qui avaient été instruites depuis janvier 1995, date de l'entrée en vigueur de l'OMC, donnaient à croire que les Membres ne s'étaient pas acquittés fidèlement de leurs obligations. Après avoir réfléchi à la question, le Mexique estimait que le Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends souffrait d'un problème structurel auquel il fallait remédier avant qu'il puisse fonctionner à son plein potentiel. La principale faiblesse du système était le délai excessif pendant lequel un Membre pouvait impunément maintenir une mesure jugée incompatible avec l'OMC. Selon des estimations faites par le Mexique, un Membre pouvait maintenir sans en payer le prix une mesure incompatible avec l'OMC pendant plus de trois ans, ce qui se traduisait invariablement par des pertes de plusieurs millions de dollars par an pour les Membres exportateurs. Selon les décisions d'arbitrage qui avaient été distribuées, à l'exclusion de l'affaire États-Unis – Traitement fiscal des sociétés de

¹ Voir les annexes de la proposition aux pages 4 et 5.

ventes à l'étranger, la moyenne atteignait presque 370 millions de dollars par affaire. Il n'y aurait pas de meilleure manière de concrétiser le mandat conféré par les Ministres à Doha que de s'attaquer aux problèmes structurels qui avaient empêché le système de règlement des différends de réaliser son plein potentiel. Pour contribuer à atteindre cet objectif, le Mexique proposait d'introduire quatre concepts dans le Mémoire d'accord, en l'occurrence les suivants: i) détermination rapide de l'annulation ou de la réduction d'avantages et application de cette détermination; ii) détermination de l'annulation ou de la réduction d'avantages et application rétroactive de cette détermination; iii) mesures préventives; et iv) mesures correctives négociables.

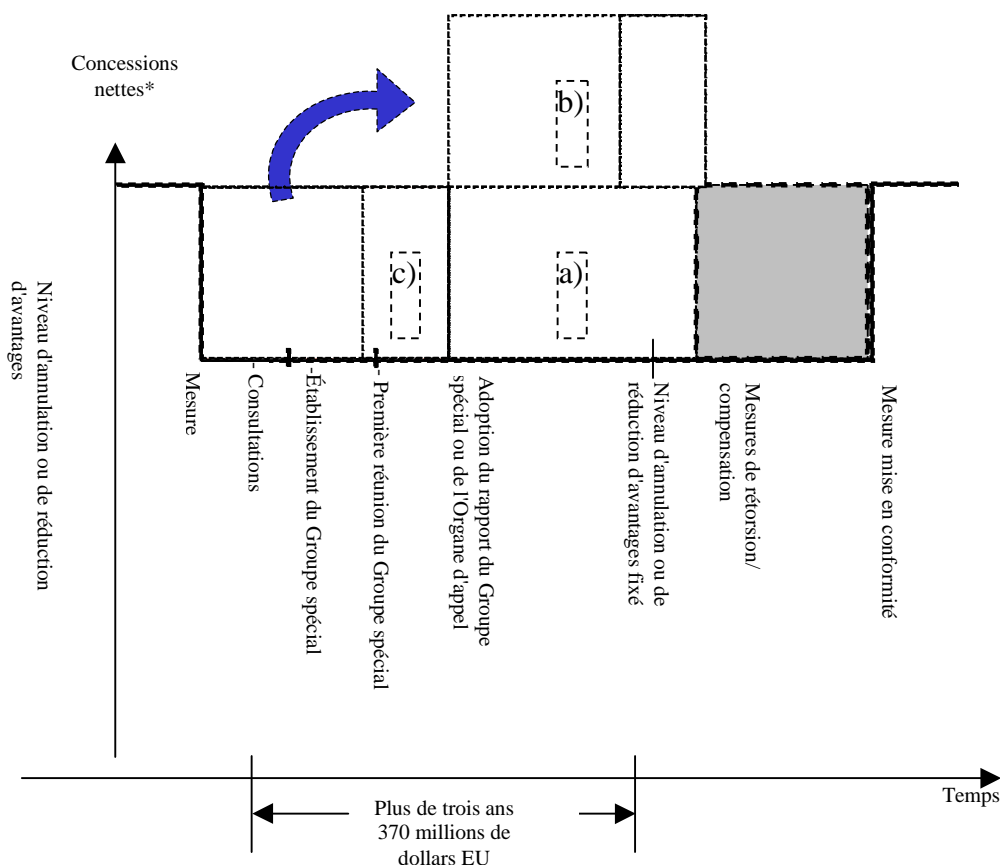
6. S'agissant de la détermination rapide de l'annulation ou de la réduction d'avantages et de l'application de cette détermination, la proposition du Mexique était fort simple. Elle supposait le déplacement de la procédure d'arbitrage prévue à l'article 22:7 à la phase de la procédure initiale du groupe spécial et l'octroi de l'autorisation de suspendre l'application de concessions ou d'autres obligations au moment de l'adoption du rapport du Groupe spécial ou de l'Organe d'appel. Selon le cadre suggéré, les parties pourraient engager des pourparlers sur le niveau d'annulation ou de réduction d'avantages après la parution du rapport intérimaire du Groupe spécial. Ce niveau pourrait être ajusté en fonction des conclusions de l'Organe d'appel. Le principal avantage de cette proposition était qu'elle rendrait avantageux pour les Membres de se plier rapidement aux recommandations et aux décisions de l'Organe de règlement des différends. La suspension rapide de concessions inciterait le Membre concerné à se mettre en conformité "dans les moindres délais" ou "dans les délais les plus brefs possible conformément à son système juridique". Le Membre serait en outre incité à engager des consultations avec le Membre plaignant de manière à trouver une solution mutuellement satisfaisante, en l'absence de laquelle il serait difficile de déterminer quand la suspension des concessions pourrait être levée. De plus, cette proposition encouragerait et faciliterait les négociations, puisque les Membres seraient informés du niveau de l'annulation ou de la réduction d'avantages avant même que soit adopté le rapport du groupe spécial originel ou de l'Organe d'appel. Enfin, la période de non-respect des recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends serait considérablement réduite. (Voir la figure 1, case a)).

7. S'agissant de la détermination de l'annulation ou de la réduction d'avantages et de l'application rétroactive de cette détermination, l'intervenant a dit que l'objectif était non seulement d'autoriser le Membre ayant eu gain de cause à suspendre des concessions et d'autres avantages de manière prospective, mais aussi à le faire de manière rétrospective en remontant une période pouvant débuter aussi tôt que: i) la date d'établissement du groupe spécial; ii) la date de la demande d'ouverture de consultations; ou iii) la date d'imposition de la mesure. L'avantage de cette proposition était qu'elle incitait le Membre concerné à rendre ses mesures conformes aux recommandations et aux décisions de l'ORD dans les moindres délais. Avec l'application rétroactive, il ne serait pas dans l'intérêt du Membre concerné de retarder délibérément les procédures, dans la mesure où tout avantage qu'il obtiendrait serait vraisemblablement défalqué du montant qu'il devrait payer en compensation des pertes qu'il subirait après la suspension des concessions ou d'autres avantages par le Membre ayant eu gain de cause. De plus, les avantages seraient répartis d'une manière plus équitable, garantissant ainsi la préservation de l'équilibre des droits et obligations prévu par l'Accord sur l'OMC. (Voir la figure 1, case b)).

8. S'agissant des mesures préventives, l'intervenant a dit que l'objectif était d'autoriser les groupes spéciaux à demander au Membre défendeur de suspendre l'application d'une mesure qui causait ou menaçait de causer un dommage qui serait difficile à réparer ultérieurement. Si le Membre défendeur ne se conformait pas à la décision de suspendre sa mesure, le groupe spécial pourrait autoriser le Membre plaignant à prendre les mesures qui s'imposeraient pour prévenir le dommage. Pareille solution procurerait un niveau adéquat de protection pour le Membre plaignant au cours de la procédure et éliminerait pour celui-ci le besoin d'adopter une mesure de rétorsion incompatible avec l'OMC qui affecterait d'autres Membres n'ayant rien à voir avec le différend en question. (Voir la figure 1, case c).)

Figure 1

- a) Détermination rapide de l'annulation ou de la réduction d'avantages et application de cette détermination
- b) Détermination de l'annulation ou de la réduction d'avantages et application rétroactive de cette détermination
- c) Mesures préventives



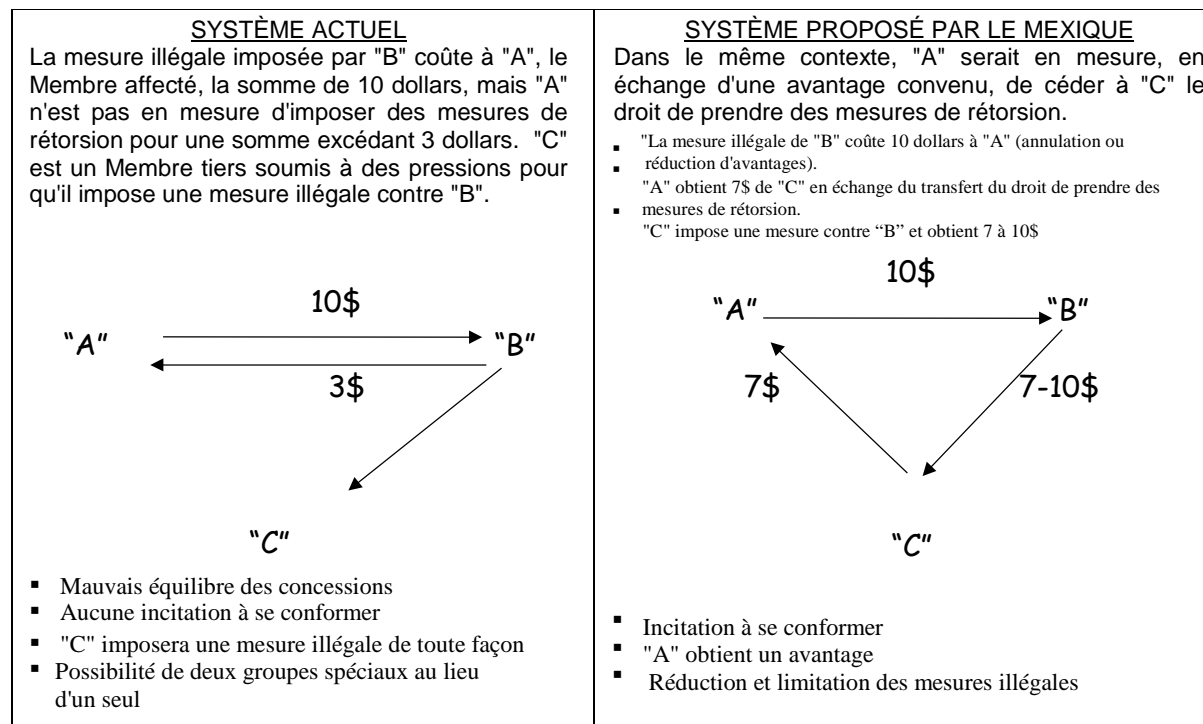
Concessions nettes = concessions obtenues – concessions accordées

9. S'agissant des mesures correctives négociables, l'intervenant a dit que l'objectif était de permettre aux Membres de "négocier" leur droit de suspendre des concessions en échange d'un avantage spécifique de la part de tout Membre intéressé. Dans l'état actuel des choses, un certain nombre de Membres estimaient que la suspension de concessions ne constituait pas une véritable option pour eux compte tenu du mal que cela pouvait faire à leur économie. Cette proposition ferait de la suspension de concessions une option viable et attrayante pour eux. Voici comment elle fonctionnerait en pratique: Si le Membre défendeur avait refusé de négocier avec le Membre plaignant une entente sur une compensation, le premier pourrait céder son droit de suspendre des concessions ou d'autres avantages à un autre Membre en échange d'un avantage négocié (par exemple, "A" pourrait s'entendre avec "B" pour céder le droit de suspendre des concessions ou d'autres avantages à "C" en échange d'un avantage mutuellement convenu, lequel pourrait à la limite prendre la forme d'un montant d'argent). Cette proposition aurait deux grands avantages: premièrement, elle inciterait le Membre défendeur à se conformer à la décision, puisque selon toute vraisemblance, il ne souhaiterait pas qu'une tierce partie ayant un pouvoir réel de prendre des mesures de rétorsion se mêle

de cette affaire; et deuxièmement, elle accorderait au Membre plaignant des avantages tangibles à la fin du processus, même s'il ne pourrait pas lui-même prendre des mesures de rétorsion, ce qui garantirait un meilleur réajustement de concessions.

Figure 2

Mesures correctives négociables



10. L'intervenant a ajouté que si ces concepts pouvaient sembler nouveaux pour le système de règlement des différends de l'OMC, ils avaient été intégrés avec succès dans les lois nationales de la majorité des Membres et dans d'autres textes internationaux. En les adoptant, l'OMC ne ferait que s'ajuster aux autres systèmes. Ces propositions offraient au système de règlement des différends la meilleure possibilité de réaliser son plein potentiel. Les incitations prévues dans le système actuel étaient faibles et encourageaient la délinquance. Ces propositions permettraient de diminuer le nombre de différends et fourniraient un moyen accéléré de les régler, tout en permettant de mieux répartir les droits et obligations. L'intervenant a noté qu'il existait un certain nombre de ressemblances entre la proposition du Mexique et celles qu'avaient présentées d'autres participants. Toutes ces propositions avaient une chose en commun, en l'occurrence simplifier et améliorer le fonctionnement du système de règlement des différends. En conclusion, l'intervenant a dit que ce seraient les organes nationaux chargés de l'établissement des politiques qui bénéficieraient le plus de ces propositions, puisqu'ils pourraient s'appuyer sur les principes qu'elles contenaient pour résister aux pressions des groupes d'intérêts qui tenteraient de les pousser à adopter des mesures protectionnistes.

2. Observations générales concernant les propositions

11. La représentante du Territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois) a dit que sa délégation attachait beaucoup d'importance au système de règlement des différends, dont dépendait le bon fonctionnement du système commercial multilatéral. Le Taipei chinois s'attendait à ce que l'amélioration et la clarification du Mémoire d'accord sur les règles et

procédures régissant le règlement des différends se traduise par une participation accrue des pays en développement Membres au système. Sa délégation tenait à présenter des observations à propos des propositions des États-Unis, des Communautés européennes, du Costa Rica et de la Jamaïque, plus particulièrement les sections qui portaient sur la transparence et les droits des tierces parties. S'agissant de la transparence, le Taipei chinois y était inconditionnellement favorable, dans la mesure où elle pouvait faciliter une plus grande participation des Membres au système de règlement des différends. La participation effective de tous les Membres au système rehausserait la crédibilité de ce dernier, et faciliterait le respect des recommandations et décisions de l'ORD. Bien qu'il soutenait de façon générale l'accroissement de la transparence et les droits des tierces parties, le Taipei chinois avait d'importantes réserves relativement à certaines des propositions qui avaient été présentées.

12. Concernant la proposition faite par les États-Unis (TN/DS/W/13) voulant que le processus de règlement des différends soit ouvert au public et que celui-ci puisse avoir accès à toutes les communications pertinentes, l'intervenante a dit que sa délégation avait quelque hésitation à appuyer ce genre de proposition. Le système de règlement des différends était unique en son genre et l'ouvrir de la manière suggérée par les États-Unis risquait de compromettre le processus et de faire en sorte qu'il soit particulièrement difficile pour les parties de parvenir à des solutions mutuellement satisfaisantes à leurs différends. S'agissant des communications d'*amicus curiae*, l'intervenante a dit que sa délégation était en désaccord avec la proposition des CE (TN/DS/W/1) selon laquelle les groupes spéciaux et l'Organe d'appel devraient être autorisés à accepter des communications présentées spontanément. Si elle était acceptée, cette proposition imposerait une charge excessive à certains Membres, particulièrement les moins pourvus en ressources. S'agissant de la proposition des États-Unis (TN/DS/W/17) selon laquelle il conviendrait de rédiger des lignes directrices pour réglementer le traitement de telles communications, elle a dit que sa délégation n'en voyait pas le besoin, dans la mesure où la jurisprudence actuellement élaborée par les groupes spéciaux et l'Organe d'appel regorgeait de telles lignes directrices.

13. Concernant les droits des tierces parties, l'intervenante a dit que le Taipei chinois était conscient du malaise éprouvé par certains participants qui semblaient être d'avis que des droits accrus pour les tierces parties rendraient le processus de règlement des différends plus lourd et annihileraient les efforts des parties pour trouver des solutions mutuellement satisfaisantes à leurs différends. Le Taipei chinois estimait que ces préoccupations n'étaient pas fondées et ne tenaient pas compte des lourdes conséquences qu'une affaire pouvait avoir pour des tierces parties. C'était la raison pour laquelle le Taipei chinois appuyait les propositions du Costa Rica (TN/DS/W/12), de la Jamaïque (TN/DS/W/21) et des Communautés européennes (TN/DS/W/1) qui préconisaient, d'une part, d'accroître la participation des tierces parties au processus de règlement des différends, particulièrement eu égard à l'accès à tous les renseignements pertinents sauf les renseignements commerciaux confidentiels et l'accès au rapport final en même temps que toutes les parties au différend, et d'autre part, de leur accorder le droit d'assister à toutes les réunions des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, sauf lorsque seraient examinés des renseignements commerciaux confidentiels.

14. L'intervenante a ajouté que si le Taipei chinois était en faveur du renforcement des droits des tierces parties à un différend, il était en revanche d'avis que ces droits devraient être moindres que ceux des parties. Dans ce contexte, il était en désaccord avec le Costa Rica lorsque celui-ci disait que la disposition relative à l'"intérêt commercial substantiel" prévue à l'article 4:11 du Mémoire d'accord devrait être modifiée de manière à faciliter pour les tierces parties la participation aux consultations entre les parties au différend. Il était par ailleurs en désaccord avec la proposition voulant que les arguments des tierces parties soient reproduits dans les rapports des groupes spéciaux, pas avec celle selon laquelle les tierces parties devraient avoir le droit de formuler des observations sur la partie descriptive du rapport d'un groupe spécial et son rapport intérimaire. Le Taipei chinois estimait que la participation intégrale des tierces parties au processus de règlement des différends risquait de compromettre la fonction de base de ce processus, à savoir parvenir à une solution positive au différend entre les parties. Si les groupes spéciaux et l'Organe d'appel devaient reproduire les

arguments des tierces parties dans leurs rapports, cela risquait de retarder le processus et par voie de conséquence d'affaiblir l'un des principes fondamentaux du système de règlement des différends.

15. Le représentant du Chili a accueilli avec satisfaction les propositions du Japon et du Mexique, qui représentaient une contribution importante aux travaux de la Session extraordinaire. À son avis, la proposition du Mexique cernait bien la principale faiblesse du système de règlement des différends. Il ne servait à rien de tenter d'améliorer et de simplifier les règles et les procédures de règlement des différends si les Membres par ailleurs ne se conformaient pas aux recommandations et décisions de l'ORD. Certes, les statistiques montraient que le niveau général de conformité était satisfaisant, mais on dénombrait des cas où la délinquance mettait à l'épreuve les limites du système. Il convenait d'établir une distinction générale entre le cas des Membres qui avaient obtenu le droit de déroger à leurs obligations dans le cadre de l'OMC en échange de l'imposition de mesures de rétorsion par les Membres plaignants, et le cas de ceux qui avaient simplement jugé qu'il était difficile de rendre leurs mesures conformes aux recommandations et décisions de l'ORD. Ces cas continuaient de se multiplier, ce qui jetait le doute sur l'efficacité du système de règlement des différends. On dénombrait au moins huit affaires dans lesquelles la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD se faisait toujours attendre.

16. Au vu du nombre croissant de recommandations et de décisions de l'ORD laissées sans suite, le Chili appuierait toute proposition susceptible d'inciter les Membres à se conformer à ces recommandations et décisions. Il n'était pas particulièrement attiré par les propositions relatives à une compensation, dans la mesure où on avait tendance à les considérer comme une mesure de remplacement de la mise en conformité. Si l'objectif énoncé de la proposition du Mexique était de favoriser une mise en conformité rapide et effective, elle semblait générer davantage de doute que de certitude. Il conviendrait d'examiner attentivement la proposition sur l'application rétroactive de la détermination de l'annulation ou de la réduction d'avantages. Le Chili estimait qu'elle pourrait être mise en œuvre plus facilement dans le domaine des recours commerciaux tels que la lutte contre le dumping. Si un groupe spécial ou l'Organe d'appel devait arriver à la conclusion qu'un droit antidumping a été imposé en contravention des règles pertinentes de l'OMC, le Membre concerné devrait non seulement le supprimer mais aussi rembourser avec intérêts tous les droits perçus de manière illicite. Il se pourrait par ailleurs que cette proposition ne se prête pas facilement à une application dans d'autres types de différends. Il serait essentiel de faire en sorte que le calcul du niveau d'annulation ou de réduction d'avantages ne se ramène pas simplement à un exercice statistique, mais prenne en compte aussi les effets dynamiques.

17. S'agissant des mesures préventives, l'intervenant a dit que la proposition était attrayante mais supposait un changement du mandat actuel des groupes spéciaux. Dans son libellé actuel, elle pourrait par inadvertance mener les groupes spéciaux à préjuger de l'issue de certaines questions. Du point de vue du Chili, il serait difficile d'exiger d'un Membre qu'il retire ou suspende l'application d'une mesure tant qu'aucune décision finale n'aurait été rendue quant à sa conformité par rapport aux règles de l'OMC. On ne savait pas très bien si, aux termes de cette proposition, le groupe spécial pourrait recommander l'adoption d'une mesure préventive ou imposer la décision au Membre en question, pas plus qu'on ne pouvait être certain que la décision du groupe spécial aurait une application directe ou devrait être adoptée par l'ORD avant de prendre effet, ni que la décision du groupe spécial pourrait être contestée en appel. Ces questions devaient être clarifiées avant que l'on puisse évaluer adéquatement la proposition.

18. S'agissant de la proposition relative au transfert du droit de prendre des mesures de rétorsion, il était loin d'être certain, malgré son caractère novateur, qu'elle pourrait être mise en œuvre facilement dans le contexte de l'OMC. La mise en œuvre de cette proposition transformerait l'OMC en un marché où les droits de prendre des mesures de rétorsion pourraient être marchandés. Cela risquerait de créer une situation dans laquelle les Membres pourvus en ressources pourraient toujours acheter le droit de prendre des mesures de rétorsion. Ce droit "acquis" pourrait être utilisé à mauvais

escient de manière à servir les intérêts de son détenteur, y compris un détenteur qui n'aurait rien à voir dans le différend en question. Concernant le moment opportun pour déterminer le niveau d'annulation ou de réduction d'avantages, l'intervenant a dit que son pays appuyait de manière générale le principe d'une détermination rapide, puisque les parties connaîtraient ainsi exactement l'enjeu, mais qu'il doutait que la proposition du Mexique se traduise par des déterminations avant le règlement définitif des différends. Il convenait de prendre en compte la mise en œuvre partielle des recommandations et décisions de l'ORD dans la détermination du niveau d'annulation ou de réduction d'avantages. À tout le moins, il y aurait lieu de prévoir un réexamen du niveau déterminé. Une solution possible serait d'utiliser la procédure prévue à l'article 22:6 de Mémoire d'accord. En conclusion, l'intervenant a dit que la proposition du Mexique était séduisante, mais qu'elle devait être davantage raffinée.

19. Passant à la proposition du Japon, l'intervenant a dit qu'elle contenait des suggestions intéressantes qui méritaient d'être examinées plus attentivement. Pour ce qui était des législations impératives, elles ne présentaient pas de grandes difficultés, dans la mesure où on pouvait présumer qu'elles étaient incompatibles avec les disciplines pertinentes de l'OMC et où la seule manière pour le Membre concerné de remplir ses obligations dans le cadre de l'OMC était de les modifier ou de les abroger. Le cas des législations dispositives ou facultatives était différent, puisqu'on ne pouvait pas les qualifier d'incompatibles avec les disciplines de l'OMC. Cependant, elles compromettaient la sécurité et la prévisibilité, puisqu'il existait toujours un élément d'incertitude quant à la manière dont elles seraient appliquées. Dans ce contexte, le Chili appuyait la proposition du Japon selon laquelle il convenait de trouver un mécanisme pour faire en sorte que les Membres n'abusent pas de telles législations. Quant à savoir s'il convenait d'augmenter le nombre de membres de l'Organe d'appel, le Chili estimait que l'effectif actuel était adéquat. Ce point de vue était partagé par d'anciens membres. Concernant la nature de leur emploi, étant donné l'ampleur de la tâche qu'ils devaient effectuer, ils devraient être employés à temps plein. À cet égard, le Chili serait intéressé à entendre le point de vue des membres de l'Organe d'appel sur la proposition débattue dans le cadre des négociations. S'agissant de la proposition relative à la question de la "chronologie", dans la mesure où elle était inspirée d'une proposition antérieure faite par un certain nombre de pays dont celui de l'intervenant, sa délégation l'appuyait.

20. Le représentant du Paraguay a accueilli avec satisfaction les propositions faites par le Japon, le Mexique et le Taipei chinois et a dit que sa délégation aimerait formuler quelques observations préliminaires. Concernant la proposition du Mexique, il a dit qu'elle était très novatrice et qu'elle était conçue de manière à permettre de régler un des principaux problèmes qui affligeaient le système de règlement des différends. Sa délégation partageait le souci du Mexique quant au nombre croissant de rapports sans suite et à l'inefficacité des mesures correctives prévues dans le cadre de l'OMC, d'où sa décision de soumettre une proposition sur les bons offices, la conciliation et la médiation. Toutefois, le Paraguay entretenait certains doutes quant à la manière dont la proposition sur la rétroactivité fonctionnerait en pratique. Concernant la proposition du Japon, la délégation de l'intervenant était d'accord avec l'approche préconisée pour régler la question de la "chronologie". Elle faisait siens également certains éléments de la proposition du Taipei chinois et ferait des observations à ce sujet à l'occasion d'une future réunion de la Session extraordinaire.

21. Le représentant de la Thaïlande a accueilli avec satisfaction la proposition du Japon et a dit que sa délégation partageait globalement les vues de ce pays sur la question de la "chronologie". S'agissant de la proposition sur les législations impératives et celles facultatives, sa délégation était d'accord sur le fait que la charge de la preuve devrait être transférée au Membre qui prenait la mesure en question. Concernant la proposition relative au nombre de membres de l'Organe d'appel, il a rappelé que sa délégation avait introduit une proposition similaire suggérant que le nombre de membres de cet organe soit majoré de manière qu'il puisse continuer à s'acquitter de sa tâche d'une manière effective et efficace. S'agissant de la proposition concernant l'accès du grand public aux communications, sa délégation n'était pas convaincue du bien-fondé des raisons sous-jacentes,

puisque déjà dans le système actuel, le public avait accès par l'entremise d'Internet aux rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel.

22. Passant à la proposition du Mexique, l'intervenant a dit que sa délégation appuyait l'idée de déterminer à un stade antérieur le niveau d'annulation ou de réduction d'avantages. L'arbitrage en vertu de l'article 22:7 faisait partie intégrante du Mémoire d'accord et les Membres y recouraient fréquemment. Sa délégation était encouragée d'apprendre que le Mexique était ouvert à discuter du moment auquel la détermination du niveau d'annulation ou de la réduction d'avantages devrait être rendue publique. Du point de vue de la Thaïlande, il vaudrait mieux que la détermination reste confidentielle jusqu'à la distribution du rapport de l'Organe d'appel. Il a noté que la proposition mexicaine était complémentaire à celle que la Thaïlande et les Philippines avaient présentée (TN/DS/W/3) pour modifier l'article 22:7 du Mémoire d'accord. Pour ce qui était de la rétroactivité, l'intervenant a dit qu'il serait utile que le Mexique clarifie davantage sa proposition. On ne savait pas très bien si ce pays cherchait à appliquer le principe dit *restitutio in integrum*, c'est-à-dire rétablir le Membre ayant subi un dommage dans la position dans laquelle il se serait trouvé n'eût été ce dommage. Si tel était le cas, la compensation devrait être calculée à partir de la date à laquelle le dommage a été subi ou celle à laquelle il a pris connaissance de l'existence du dommage. Compte tenu de ces possibilités, la Thaïlande pouvait prendre en compte le point de référence pour le calcul du dommage comme le proposait le Mexique. Autre possibilité, la décision pouvait être laissée à la discrétion des groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel. S'agissant des mesures préventives, elles supposaient implicitement que le Mexique recherchait un recours du type de l'injonction. Sa délégation entretenait des doutes quant à la manière dont ce mécanisme fonctionnerait en pratique, étant donné la possibilité qu'un groupe spécial sanctionne l'adoption d'une mesure préventive pour décider ultérieurement qu'une telle mesure n'était pas justifiée et qu'il conviendrait d'accorder une compensation au présumé délinquant. Dans de tels cas, il serait normal que la partie demanderesse verse une compensation à la partie défenderesse dès lors qu'il serait devenu évident que la requête était frivole. Une compensation en dommages punitifs pourrait probablement s'avérer une autre solution de rechange aux mesures préventives, comme c'était le cas dans certaines législations nationales.

23. Le représentant de l'Équateur a accueilli avec satisfaction les propositions du Japon, du Taipei chinois et du Mexique, dont il a dit qu'elles représenteraient une contribution importante aux travaux de la Session extraordinaire. Pour le moment, sa délégation se limiterait à formuler quelques observations sur la proposition du Mexique, qu'elle jugeait très novatrice et qui à son avis constituait une tentative de régler un des plus graves problèmes qui affligeaient le système de règlement des différends. Il a rappelé la proposition de sa délégation en disant qu'il partageait la préoccupation du Mexique, à savoir que selon le système actuel, certains Membres se comportaient comme s'ils avaient obtenu le droit de déroger à l'obligation de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Selon leurs estimations, cette dérogation *de facto* pouvait s'étirer sur environ cinq ans. Les statistiques du Mexique montraient que cette période était supérieure à trois ans à partir de la date d'établissement du groupe spécial, mais si on prenait en compte le temps consacré aux consultations formelles et informelles entre les parties, la durée totale de chaque affaire correspondait davantage aux estimations données. L'intervenant s'est référé aux chiffres communiqués par le Mexique concernant les pertes subies par suite de l'absence de mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD, disant que cela prouvait que le système actuel de règlement des différends récompensait les pays qui ne s'acquittaient pas de leurs obligations. En fait, cela incitait les pays à ne pas respecter leurs obligations.

24. L'intervenant a réitéré le point de vue de sa délégation selon lequel il conviendrait de s'attaquer en priorité absolue au problème de la non-exécution des recommandations et décisions de l'ORD. Cela dit, même si d'autres réformes étaient effectuées mais que rien n'était fait pour éliminer le droit de dérogation *de facto* dont bénéficiaient les Membres, on avait peu de chances d'atteindre l'objectif énoncé d'améliorer le Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Sa délégation

favorisait la détermination rapide du niveau d'annulation ou de réduction d'avantages et avait présenté une proposition à cet effet, qui différerait de celle du Mexique voulant que la détermination soit faite à une date antérieure. Toutefois, il était d'une importance capitale de s'attaquer à la question de la dérogation *de facto* dont bénéficiaient les Membres dans le système actuel. Le fait de spécifier le niveau d'annulation ou de réduction d'avantages dans le rapport du groupe spécial serait positif, étant donné que le Membre défendeur saurait exactement quel serait l'enjeu et pondérerait ses choix en conséquence. S'il choisissait de ne pas se conformer, il saurait qu'il devrait faire face à une mesure de rétorsion pour la valeur spécifiée dans le rapport. S'agissant de la rétroactivité, l'intervenant a dit que sa délégation appuyait aussi la proposition du Mexique. À l'heure actuelle, les mesures correctives prévues dans le Mémoire d'accord étaient de nature prospective. Elles ne permettaient pas de réparer complètement le préjudice causé par la mesure incompatible. Quant aux mesures préventives, elles devraient entrer en vigueur immédiatement après l'adoption des rapports du groupe spécial et de l'Organe d'appel ou après l'obtention de l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations. Cela obligerait le Membre défendeur à se plier aux recommandations et aux décisions de l'ORD. Enfin, l'intervenant a prié instamment les participants qui avaient présenté des propositions similaires de travailler ensemble pour examiner la possibilité de présenter une proposition conjointe étant donné l'échéance de mai 2003.

25. Le représentant de l'Uruguay a accueilli avec satisfaction les propositions du Japon, du Mexique et du Taipei chinois, dont il a dit qu'elles apporteraient une contribution importante aux travaux de la Session extraordinaire. Concernant la proposition du Japon, il a rappelé que sa délégation avait formulé quelques observations à la réunion précédente de la Session extraordinaire, et donc ne le referait pas aujourd'hui, si ce n'était pour dire qu'elle appuyait les idées mises en avant pour régler la question de la "chronologie". S'agissant de la proposition du Taipei chinois, il a dit que sa délégation pourrait en accepter certains des éléments et qu'elle ferait une déclaration détaillée à une réunion ultérieure de la Session extraordinaire. Passant à la proposition du Mexique, il a dit qu'elle avait correctement cerné un des principaux problèmes auxquels était confronté le système de règlement des différends et proposait des solutions qui, de l'avis de sa délégation, justifiaient un examen plus approfondi. L'absence de mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD minait sérieusement la crédibilité du système de règlement des différends et du système commercial multilatéral dans son ensemble et devaient être abordées en priorité. Toutefois, l'Uruguay était d'accord avec le point de vue du Chili selon lequel certaines des propositions présentées par le Mexique devaient être développées, particulièrement pour ce qui était de la manière dont elles fonctionneraient dans la pratique. Étant donné les conséquences énormes de la proposition du Mexique pour le système de règlement des différends, il était moins que certain qu'un consensus pourrait se dégager avant l'échéance de mai 2003.

26. Le représentant du Brésil a accueilli avec satisfaction la proposition du Japon dont il a dit qu'elle apporterait une contribution importante aux travaux de la Session extraordinaire. Concernant l'article 4:7 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, il a dit que les pays en développement devraient avoir le droit de demander que les consultations puissent s'étendre sur un maximum de 60 jours. Ainsi, il conviendrait de supprimer le passage "si les parties en conviennent" de la proposition. Le Brésil acceptait qu'il convienne d'insérer dans le Mémoire d'accord un nouvel article 10:3 qui permettrait d'améliorer l'accès à la documentation, même s'il était d'avis qu'une plus ample réflexion s'imposait sur la question de la participation des tierces parties à l'une ou l'autre des réunions consacrées à l'examen de fond des questions. Sa délégation pouvait également appuyer le fait que l'article 3:6 du Mémoire d'accord prévoie un échéancier qui obligerait les parties à se notifier l'une l'autre les solutions convenues d'un accord mutuel avant l'expiration d'un délai prescrit.

27. S'agissant des mesures mises en œuvre par un Membre en application d'une législation impérative incompatible avec l'OMC, le Brésil estimait qu'il ne serait pas facile de déterminer précisément les répercussions commerciales qui pourraient s'ensuivre à l'avenir par suite de

l'application de telles mesures. S'agissant de la situation de "délict de fuite" qui pourrait survenir dans le cadre de l'application d'une législation facultative adoptée par un Membre, sa délégation était d'accord avec le Japon sur le fait que dans les cas de violations répétitives, le groupe spécial ou la Division de l'Organe d'appel qui avait connu de l'affaire originelle devrait se pencher de nouveau sur cette affaire dans les moindres délais. Dans ce contexte, les procédures au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord pourraient servir de modèle pour le cas de violations répétitives d'une législation facultative. Il convenait d'examiner de manière plus approfondie les propositions qui visaient à permettre d'accélérer le processus de règlement des différends, y compris celle de l'Australie.

28. S'agissant de la proposition du Mexique, l'intervenant a dit qu'elle était remarquable en ce sens qu'elle s'attaquait à quelques-unes des questions les plus controversées et les plus difficiles mais fondamentales pour le fonctionnement du système de règlement des différends. Plus précisément, sa délégation appuyait la proposition voulant que la détermination du niveau d'annulation ou de réduction d'avantages soit effectuée durant la phase de réexamen intérimaire par le groupe spécial. La question était de savoir s'il valait la peine de déterminer le niveau d'annulation ou de réduction d'avantages alors qu'il était toujours possible que le rapport du groupe spécial puisse être contesté en appel. Dans la mesure où il était proposé d'éliminer l'étape de réexamen intérimaire par le groupe spécial, le Brésil estimait qu'il serait peut-être souhaitable de déterminer le niveau d'annulation ou de réduction des avantages après l'adoption du rapport du groupe spécial. Les analogies avec les législations nationales risquaient de dénaturer le système commercial international, mais si cela devait être jugé pertinent, il serait sans doute raisonnable d'exiger du Membre plaignant qu'il demande une détermination du niveau d'annulation ou de réduction des avantages dans sa première communication. Pour ce qui était des mesures préventives, la délégation de l'intervenant aimerait que le Mexique donne davantage de précisions sur sa proposition. D'après la proposition, on ne savait pas très bien comment un Membre pourrait démontrer le bien-fondé de prime abord (*fumus boni iuris*) ou l'existence d'un "péril en la demeure" (*periculum in mora*). Il serait également utile que le Mexique indique si ces mesures seraient accessibles pour l'ensemble des domaines ou seraient limitées à certains domaines tels que les recours commerciaux.

29. Le représentant de l'Argentine a accueilli favorablement les propositions du Japon et du Mexique, qui selon ses dires apporteraient une contribution importante aux travaux de la Session extraordinaire. Sa délégation pouvait appuyer la proposition du Japon, qui reprenait la plupart des idées contenues dans la proposition conjointe (WT/MIN(01)/W/6), autrement appelée le "texte Suzuki", soumise en 2001 à l'examen des Ministres réunis à Doha. L'Argentine avait des réserves concernant certaines des propositions, mais elle était disposée à en discuter avec le Japon. Sa délégation tenait à régler en priorité la question de la "chronologie", qui avait été à l'origine d'une controverse entre les Membres, pour une meilleure garantie de sécurité et de prévisibilité.

30. S'agissant de la proposition concernant les législations impératives mises en œuvre par les Membres, l'intervenant a dit que sa délégation comprenait les raisons qui avaient motivé son introduction par le Japon. Toutefois, dans son libellé actuel, cette proposition ne jetait aucun éclairage nouveau sur un certain nombre de questions. Par exemple, on ne savait toujours pas comment il serait possible de modifier l'article 22:4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends de manière à prendre en compte les répercussions commerciales qui s'ensuivraient éventuellement à la suite de l'application de la législation impérative par le Membre concerné. On ne savait pas non plus comment il serait possible de déterminer la similarité entre différentes mesures. Pour ce qui était de l'application répétitive de mesures incompatibles avec l'OMC en vertu d'une "législation facultative", l'intervenant a dit que la proposition était intéressante, mais qu'elle devait être davantage raffinée. Il devait impérativement y avoir des critères clairs pour établir la similarité entre des mesures mises en œuvre par le Membre concerné en application de sa législation facultative. L'intervenant s'est demandé si le simple fait de démontrer qu'une mesure a été adoptée dans le cadre d'une législation facultative, elle-même n'ayant

pas été jugée incompatible avec l'OMC, créait une présomption que le Membre concerné était en violation de ses obligations dans le cadre de l'OMC. De l'avis de l'Argentine, les règles concernant la charge de la preuve devaient s'appuyer sur des critères objectifs.

31. S'agissant de la proposition relative à l'augmentation du nombre de membres de l'Organe d'appel, l'Argentine était d'avis qu'il conviendrait de solliciter le point de vue des membres de l'Organe avant de prendre une décision. L'Argentine pouvait appuyer la proposition concernant la modification de l'article 17:1 du Mémoire d'accord, de manière que l'effectif de l'Organe d'appel puisse être modifié par décision de l'ORD ou du Conseil général. S'agissant de l'accès aux communications, la délégation de l'intervenant examinait toujours cette proposition, et devrait vraisemblablement l'avaliser sous une forme ou une autre.

32. Concernant la proposition du Mexique, l'intervenant a dit que si sa délégation en comprenait les préoccupations sous-jacentes et les avantages éventuels sur les plans de l'économie de temps et de l'incitation à respecter les recommandations et décisions de l'ORD, elle restait sceptique quant à la possibilité de recourir à la procédure d'arbitrage prévue à l'article 22:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends en vue de déterminer le niveau d'annulation ou de réduction d'avantages au stade de l'examen par le groupe spécial. Du point de vue de l'Argentine, cela reviendrait à demander au Membre défendeur de défendre deux actions en parallèle, en l'occurrence la compatibilité de la mesure considérée avec les règles de l'OMC, et le niveau approprié d'annulation ou de réduction des avantages. Cela serait injuste pour le Membre défendeur, étant donné qu'il se pourrait que la mesure soit ultérieurement jugée compatible avec les règles de l'OMC. Une autre raison pour laquelle il serait peut-être prématuré de déterminer le niveau d'annulation ou de réduction d'avantages au stade du groupe spécial était la possibilité que le Membre défendeur adopte une nouvelle mesure en réponse aux recommandations et décisions de l'ORD. Il ne serait qu'équitable de prendre en compte cette nouvelle mesure dans le calcul du niveau d'annulation ou de réduction des avantages. Pour ce qui était de la proposition sur l'application rétroactive de mesures correctives prévues dans le Mémoire d'accord, ce serait en accord avec les principes généraux du droit international sur la responsabilité des États. L'intervenant a ajouté que si cette proposition était acceptée, les mesures correctives ne devraient s'appliquer d'une manière rétroactive qu'à l'égard de mesures mises en œuvre après l'entrée en vigueur de la modification correspondante du Mémoire d'accord. Il a dit douter que l'on parvienne à un consensus sur cette proposition avant l'échéance de mai 2003.

33. Concernant les mesures préventives telles que le fait de demander au Membre défendeur de suspendre l'application de la mesure contestée ou d'autoriser le Membre plaignant à suspendre l'application de concessions ou d'autres obligations envers le Membre défendeur, l'intervenant a dit que si sa délégation était favorable à cette proposition, il restait à savoir comment les groupes spéciaux pourraient faire la distinction entre les plaintes frivoles et les plaintes fondées voulant que la mesure contestée cause ou menace de causer un dommage irréparable. S'agissant de la proposition suivant laquelle un Membre serait autorisé à transférer son droit de suspendre l'application de concessions ou d'autres obligations à un autre Membre, sa délégation se demandait comment ce système fonctionnerait en pratique. Il était difficile de justifier qu'un autre Membre "achète" le droit de suspendre l'application de concessions ou d'autres obligations envers un autre Membre contre lequel le premier n'aurait aucune raison de se plaindre. Il restait aussi la grande question de la compatibilité de cette proposition avec les principes fondamentaux du système commercial multilatéral.

34. La représentante d'Israël a remercié le Japon, le Mexique et le Taipei chinois de leurs propositions, qui représenteraient à son avis une contribution importante aux travaux de la Session extraordinaire. La proposition du Taipei chinois touchait à des questions importantes pour son pays dans ces négociations, et sa délégation ferait des observations à leur sujet à l'occasion d'une future réunion de la Session extraordinaire. Relativement à la proposition du Japon, elle a rappelé que les participants avaient eu, à la cinquième réunion de la Session extraordinaire, la possibilité de discuter

de manière informelle des propositions concernant les législations impératives et facultatives. Elle a reconnu l'utilité de ces discussions, tout en précisant qu'il était nécessaire que le Japon raffine davantage sa proposition. Concernant la proposition sur la question de la "chronologie", sa délégation voulait régler cette question en priorité et le faire une fois pour toutes au cours des présentes négociations.

35. S'agissant de la proposition du Mexique, l'intervenante a dit que ses autorités l'examinaient et qu'elle ne ferait donc que des observations préliminaires pour le moment. Elle a noté que la proposition avait cerné quelques-uns des principaux problèmes qui affligeaient le système de règlement des différends, y compris le manque d'incitation au respect des recommandations et décisions de l'ORD, et proposait des solutions intéressantes pour régler ces problèmes. Toutefois, l'intervenante a exprimé certains doutes à propos de la proposition qui exigerait la détermination du niveau d'annulation ou de réduction d'avantages au stade du groupe spécial.

36. Le représentant des États-Unis a remercié le Japon, le Mexique et le Taipei chinois de leurs propositions. À propos de celle du Japon, il a dit que sa délégation accueillait favorablement la suggestion faite par ce pays de rendre publiques les communications se rapportant au règlement de différends. Les États-Unis estimaient qu'à l'exception des renseignements confidentiels, cette information devrait être rendue publique dès qu'elle aurait été communiquée. Ils étaient par ailleurs impatients de débattre les autres propositions du Japon, au sujet desquelles ils avaient des questions à poser. Par exemple, ils se demandaient comment il serait possible de calculer les répercussions commerciales d'une mesure qui serait éventuellement prise à l'avenir. Cela supposerait un certain calcul de probabilités. Les États-Unis se demandaient également comment se justifiait la présomption selon laquelle une mesure similaire à une mesure incompatible avec l'OMC serait elle aussi incompatible avec l'OMC. Cela supposerait que la spécificité d'une mesure particulière n'aurait aucune importance dans la détermination de la compatibilité avec l'OMC, alors que l'expérience des États-Unis était à l'effet contraire. S'agissant de la proposition du Mexique, les États-Unis ont dit qu'elle semblait rechercher des changements radicaux dans le processus de règlement des différends, et particulièrement dans la manière dont fonctionnerait la suspension de concessions. Il convenait d'examiner très soigneusement cette proposition, et il tardait aux États-Unis d'engager un débat de fond sur ses implications. Pour ce qui était de la contribution du Taipei chinois, les États-Unis se réjouissaient de l'appui qu'avait manifesté ce dernier en faveur d'une plus grande transparence du système de règlement des différends et se feraient un plaisir de discuter davantage de ce document lorsqu'ils auraient eu le temps de l'examiner.

37. Le représentant du Canada a accueilli favorablement la proposition du Mexique en précisant que sa délégation ne ferait que quelques observations préliminaires. Sa délégation sympathisait avec les préoccupations qui sous-tendaient la proposition du Mexique et convenait que l'absence de mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD compromettrait la crédibilité du système de règlement des différends. De l'avis du Canada, la proposition du Mexique devrait porter davantage sur la manière de favoriser encore plus le respect de ces recommandations et décisions, plutôt que de faciliter la répression de la délinquance. À cet égard, le Canada avait un certain nombre de questions et de préoccupations, pour lesquelles il aimerait obtenir du Mexique des réponses et des éclaircissements. Pour ce qui était de la proposition appelant à une détermination rapide de l'annulation ou de la réduction d'avantages et à l'application de cette détermination, on ne savait pas très bien quel en serait le bénéfice net, si la procédure de détermination du niveau de l'annulation ou de la réduction d'avantages au titre de l'article 22:7 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends était avancée au stade du groupe spécial. Il convenait de noter qu'un nombre considérable de décisions de groupes spéciaux avaient été renversées ou modifiées en appel par l'Organe d'appel. La proposition du Mexique était peut-être excessivement optimiste quant aux avantages que pourrait apporter un processus rapide au titre de l'article 22:7 sur les plans de la facilitation des négociations entre les parties et de l'allègement de la charge imposée au système de règlement des différends. Si une des parties devait arriver à la conclusion que le niveau de rétorsion fixé par le groupe spécial

n'était pas correct, elle ferait plus volontiers appel de cet aspect du rapport plutôt que d'engager des négociations avec la partie qui aurait eu gain de cause dans le but de parvenir à un règlement. Les Membres semblaient ne pas prendre en compte d'autres considérations également importantes avant d'instruire ou de défendre une affaire par le biais du système de règlement des différends. La simple indication du niveau d'annulation ou de réduction d'avantages avait peu de chances de convaincre un Membre d'abandonner sa stratégie juridique.

38. Concernant la proposition selon laquelle la compensation ou la suspension de concessions pourrait prendre effet "à compter de la date d'adoption du rapport du groupe spécial ou de l'Organe d'appel", l'intervenant a dit que sa délégation avait elle aussi quelques préoccupations à son sujet, puisqu'elle semblait faire fi du droit des Membres à une période raisonnable lorsque la mise en œuvre immédiate n'était pas faisable en pratique. La proposition du Mexique semblait fondée sur le postulat que les Membres défendeurs en quelque sorte paralysaient délibérément le système, afin de gagner du temps. Si cela s'avérait parfois, on ne pouvait pas dire que c'était toujours le cas. Les Membres étaient présumés s'acquitter de bonne foi de leurs obligations découlant du système de règlement des différends. La délégation de l'intervenant aimerait laisser ouvert l'argument selon lequel ce n'était que lorsqu'il y avait eu une détermination d'incompatibilité avec les obligations dans le cadre l'OMC et qu'une période raisonnable avait été fixée pour la mise en œuvre que les questions de politique intérieure pouvaient être abordées d'une manière autre que défensive. De fait, la proposition du Mexique risquait dans certains cas de rendre moins intéressante la mise en conformité, c'est-à-dire qu'elle créerait une pression à l'échelon national pour simplement "en payer le prix".

39. S'agissant de la proposition relative à la "détermination de l'annulation ou de la réduction d'avantages et [à] l'application rétroactive de cette détermination", l'intervenant a rappelé que sa délégation, à l'instar de celles de bien d'autres Membres, avait exprimé sa forte opposition à la rétroactivité au moment de l'adoption du rapport du Groupe spécial de la mise en conformité dans l'affaire *Australie - Cuir pour automobiles*, et a dit que le point de vue du Canada n'avait pas changé depuis. Il a émis quelques réserves sur le fait que le Mexique se soit référé aux Accords antidumping et sur les subventions et les mesures compensatoires pour appuyer sa proposition en faveur de "mesures préventives". Du point de vue du Canada, il ne serait pas approprié de considérer une pratique dans le domaine des recours commerciaux nationaux comme un critère pour le système de règlement des différends de l'OMC. En outre, la proposition voulant que "... si une partie plaignante considère que la mesure contestée cause ou menace de causer un préjudice [...], elle devrait avoir le droit de demander au groupe spécial de demander à la partie défenderesse de suspendre l'application de la mesure contestée [...] semblait très proche de permettre une détermination unilatérale de l'incompatibilité par rapport aux règles de l'OMC. La proposition soulevait également des questions pratiques, y compris celle de savoir si le Membre défendeur serait capable d'adopter des mesures durant la période de suspension de ses mesures contestées. Dans certaines situations, le fait de n'appliquer aucune mesure semblait une possibilité réalisable, mais dans d'autres, une mesure intérimaire quelconque pourrait s'avérer essentielle. Serait-il raisonnable de présumer qu'un Membre serait en mesure d'appliquer immédiatement de nouvelles mesures, et le Mexique avait-il envisagé que le Membre soit soumis à des contraintes quant à son choix de mesure intérimaire? S'agissant de la proposition sur les "recours marchandables", la délégation de l'intervenant craignait qu'elle ne crée un marché de mesures restrictives pour le commerce et donc contraires aux buts et objectifs de l'OMC.

40. Le représentant de la Norvège a accueilli favorablement la proposition du Mexique en disant qu'elle représentait une contribution importante aux travaux de la Session extraordinaire. La Norvège partageait les préoccupations sous-jacentes que la proposition visait à dissiper, en l'occurrence l'absence d'incitation à se plier aux recommandations et décisions de l'ORD. En revanche, sa délégation avait des questions à poser et des observations à formuler à propos de cette proposition. Concernant la "détermination rapide de l'annulation ou de la réduction d'avantages", l'intervenant a dit qu'à l'instar de celle du Brésil, sa délégation jugeait cet élément très intéressant. Dans plusieurs juridictions nationales, la demande de compensation était normalement contenue dans la déclaration

du plaignant. Serait-il possible, par analogie, de prévoir qu'une demande de compensation devrait être incluse dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Membre plaignant? Cela garantirait que la question relèverait du mandat du groupe spécial. S'agissant de la détermination rapide du niveau d'annulation ou de réduction d'avantages, la Norvège estimait qu'il faudrait pour cela modifier l'article 17 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, puisqu'il appartenait à l'Organe d'appel de modifier ce niveau, dans la mesure où il renverserait ou modifierait les conclusions du groupe spécial. Cette détermination ne constituait pas une question de droit. Sa délégation serait heureuse de connaître le point de vue du Mexique sur ce point. Elle ne pouvait pas comprendre pourquoi le Mexique proposait que la détermination reste confidentielle. Le Mexique avait-il des raisons particulières de maintenir cette position? La Norvège préférerait que la détermination soit rendue publique, avec la possibilité de la contester devant l'Organe d'appel, ce qui semblait être la pratique dans la plupart des juridictions nationales.

41. Pour ce qui était de la proposition voulant que la compensation soit calculée à partir de la date de parution du rapport du groupe spécial, l'intervenant a dit que compte tenu de l'objectif global de la proposition de rendre les recours dans le cadre de l'OMC plus efficaces, il vaudrait probablement mieux que des "amendes quotidiennes" soient imposées au Membre défendeur, sous peine de pénalité en cas de non-paiement dans les délais requis, comme c'était le cas dans certaines juridictions nationales. Cette suggestion permettrait de mettre les Membres qui choisiraient de ne pas se plier aux recommandations et décisions de l'ORD dans l'obligation d'assumer des contraintes financières excessivement onéreuses.

42. S'agissant de la proposition relative à la détermination de l'annulation ou de la réduction d'avantages et de l'application rétroactive de cette détermination, l'intervenant a dit que sa délégation la trouvait fort intéressante. Au vu des raisons données par le Mexique et des règles générales sur la responsabilité des États en droit international public, sa délégation était en faveur du calcul de la compensation à partir de la date de l'établissement du groupe spécial, qui était davantage susceptible de prendre en compte les pertes subies par le Membre plaignant. À propos des mesures préventives, il s'agissait à son avis d'un concept commun à tous les systèmes juridiques et à tous les autres tribunaux internationaux, y compris la Cour internationale de justice, et qui à ce titre pourrait être sérieusement considéré. Toutefois, il estimait que la proposition du Mexique pourrait entraîner des abus, dans la mesure où le critère – "un préjudice difficilement réparable" – ne semblait pas assez rigoureux par comparaison à ceux retenus par d'autres tribunaux internationaux, en vertu desquels un pays qui présentait une demande devait normalement fournir la preuve positive qu'un préjudice irréparable sera causé si l'autre pays ne lève pas ses mesures. La Norvège avait l'esprit ouvert pour ce qui était du genre de critère qui pourrait être appliqué aux différends commerciaux et a demandé au Mexique s'il pourrait raffiner davantage sa proposition et montrer comment elle fonctionnerait en pratique. S'agissant de la proposition concernant les mesures correctives négociables, la délégation de l'intervenant avait des doutes et se demandait comment elle s'appliquerait dans la pratique. L'intervenant a conclu en invitant le Mexique à indiquer jusqu'à quel point sa proposition et celle de l'Équateur concernant la compensation obligatoire se renforçaient mutuellement.

43. Le représentant de l'Inde a dit que le système de règlement des différends de l'OMC fonctionnait de manière satisfaisante depuis ses débuts en 1995. Cependant, après sept années de fonctionnement, il avait montré qu'il comportait quelques graves lacunes, particulièrement au moment de la mise en œuvre du processus. Les propositions japonaise et mexicaine visaient à permettre de corriger quelques-unes de ces lacunes. Sa délégation était de ce fait favorable à ces propositions et se réjouissait à l'idée de participer aux discussions qui auraient lieu à leur sujet et au sujet d'autres propositions. S'agissant de celle du Japon, l'intervenant a rappelé que sa délégation avait appuyé la proposition antérieure sur la question de la "chronologie" que le Japon et un groupe de pays avaient soumise à la Conférence ministérielle de Doha. Étant donné que la nouvelle proposition incorporait la plupart des éléments de l'ancienne, sa délégation était en mesure de l'appuyer et d'appuyer aussi les autres propositions mises en avant par le Japon. Concernant la proposition relative aux mesures prises

en application d'une "législation impérative", sa délégation comprenait l'inquiétude du Japon quant au fait que le simple constat de l'incompatibilité d'une législation par rapport à l'OMC ne soit pas de nature à contraindre le Membre de retirer sa mesure, sauf en présence d'une menace de mesures de rétorsion en cas de refus de se mettre en conformité. L'intervenant a demandé au Japon s'il suggérait que les textes juridiques de l'OMC devraient prévoir des recours contre des mesures prises dans le futur en application de ces textes et, dans l'affirmative, comment il serait possible d'évaluer le niveau de rétorsion contre de telles mesures qui n'existeraient pas. Il s'est aussi enquis de la manière dont il faudrait modifier l'article 22:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends pour donner suite à la proposition du Japon.

44. Pour ce qui était de la proposition voulant que l'on institue une exception à l'application de la théorie de la "législation facultative", dans les cas où la répétition de la même violation serait hautement probable, l'intervenant a dit que sa délégation l'appuyait, de même que les autres propositions se rapportant à la conduite expéditive des procédures et au transfert de la charge de la preuve au défendeur dans les cas de violations répétitives sous un régime de "législation facultative". S'agissant de la proposition visant à autoriser l'ORD ou le Conseil général à modifier le nombre de membres de l'Organe d'appel en fonction de la charge de travail, sa délégation aimerait que le Japon indique si l'effectif actuel de sept membres pourrait être baissé en cas de réduction considérable de la charge de travail à l'avenir. Concernant la proposition visant à améliorer l'accès du public aux communications présentées par les parties à un différend, sa délégation estimait que cette décision devait appartenir à chaque Membre. Quant à la proposition du Mexique, sa délégation l'examinait avec intérêt et formulerait des observations à son sujet à la prochaine réunion de la Session extraordinaire.

45. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a accueilli favorablement les propositions du Mexique et du Japon en disant qu'elles constitueraient une importante contribution aux travaux de la Session extraordinaire. Concernant la proposition du Mexique, elle identifiait correctement à son avis un des principaux problèmes qui affligeaient le système de règlement des différends, à savoir que les Membres pouvaient impunément maintenir des mesures incompatibles avec l'OMC pendant une longue période. Son pays avait vécu ce genre de situation auparavant et était bien conscient de l'inefficacité des sanctions commerciales en tant qu'outil pour inciter les Membres à se plier aux recommandations et décisions de l'ORD. Concernant la proposition sur la rétroactivité, sa délégation y était favorable compte tenu de sa propre expérience passée. Pour la Nouvelle-Zélande, la victoire par le biais du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ne serait pas suffisante pour compenser les pertes qu'elle avait subies par suite du non-respect de leurs engagements par d'autres Membres de l'OMC. Sa délégation ferait d'autres observations sur la proposition du Mexique lors du débat question par question qui aurait lieu en mode informel. Une manière d'aborder le problème de l'absence de mise en œuvre en temps opportun des recommandations et décisions de l'ORD était d'accélérer le processus de règlement des différends, particulièrement dans des domaines tels que les sauvegardes. Dans ce contexte, sa délégation appuyait la proposition de l'Australie. Si le processus était simplifié et accéléré, il conduirait peut-être à une mise en œuvre plus prompte des recommandations et décisions de l'ORD. Passant à la proposition du Japon, l'intervenant a dit qu'en qualité de coauteur du document originel sur la question de la "chronologie", sa délégation voulait s'attaquer en priorité à cette question et aimerait qu'elle soit réglée pendant les présentes négociations. Dans ce contexte, la Nouvelle-Zélande estimait que la proposition du Japon constituait une bonne base pour la poursuite des discussions sur la question. Sa délégation pourrait aussi appuyer la proposition relative à un accès amélioré du grand public aux communications des Membres.

46. La représentante du Pérou a accueilli favorablement les propositions du Japon, du Mexique et du Taipei chinois, qu'elle a qualifiées de contribution importante aux travaux de la Session extraordinaire. Sa délégation était en faveur de la proposition du Japon sur la question de la "chronologie". Il semblait y avoir consensus sur cette question parmi les participants, et sa délégation

s'attendait à ce qu'elle fasse partie du projet de texte final qui serait adopté à la fin des négociations. Elle a cependant émis quelques réserves concernant les autres propositions du Japon, particulièrement celle se rapportant à la nécessité d'élargir la portée de l'article 22:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends de manière à englober non seulement les répercussions commerciales découlant de la mesure en question sous le régime d'une "législation impérative", mais aussi celles que pourraient entraîner dans l'avenir des mesures éventuellement adoptées aux termes de la législation. S'agissant de la proposition du Mexique, sa délégation l'examinait avec beaucoup d'intérêt, et formulerait ses observations à l'occasion d'une future réunion de la Session extraordinaire. Toutefois, en guise d'observation préliminaire, l'intervenante a dit que sa délégation pouvait appuyer un certain nombre de ses éléments, y compris la détermination rapide de l'annulation ou de la réduction d'avantages. Pour ce qui était de la proposition sur les mesures correctives négociables, sa délégation ne pouvait pas l'appuyer, car elle avait pour effet de modifier de manière fondamentale le fonctionnement du Mémoire d'accord.

47. Le représentant du Pakistan a accueilli favorablement les propositions du Mexique, du Japon et du Taipei chinois et a dit que sa délégation aimerait formuler quelques observations préliminaires, étant entendu qu'elle ferait des observations de fond à une future réunion de la Session extraordinaire, lorsqu'elle aurait eu le temps d'examiner les propositions de manière approfondie. La proposition du Mexique contenait des idées très intéressantes qui justifiaient un examen plus poussé de la part de la Session extraordinaire. Le processus de règlement des différends était lourd et pouvait être indûment prolongé, particulièrement lors de la phase de mise en œuvre. Le Pakistan était d'avis que la proposition du Mexique avait pour objectif de simplifier le processus et de faciliter pour les Membres l'obtention d'une réparation lorsqu'ils avaient été plus ou moins lésés dans leurs droits par suite de l'application d'une mesure incompatible avec l'OMC. Selon les statistiques fournies par le Mexique, une mesure incompatible avec l'OMC pouvait rester en place longtemps après qu'elle avait été ainsi déclarée par un groupe spécial ou l'Organe d'appel. Fort de son expérience du système de règlement des différends, le Pakistan était convaincu que la plupart de ces mesures étaient maintenues afin de protéger les branches d'activité nationales de la concurrence. Au lieu d'encourager les Membres à se plier rapidement aux recommandations et décisions de l'ORD, le système actuel les incitait plutôt à faire le contraire. L'intervenant s'est référé à la déclaration faite par le Japon selon laquelle les Membres pouvaient contourner leurs législations facultatives en adoptant des tactiques de "délit de fuite", en expliquant que selon le système de l'OMC, un Membre pouvait maintenir une mesure incompatible, afin de protéger sa branche de production nationale, jusqu'à ce qu'un groupe spécial ou l'Organe d'appel statue sur son illégalité, et encore là, le Membre pouvait retarder la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD. Si la durée de la période nécessaire au règlement était en partie responsable des retards qui survenaient dans la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD, de l'avis du Pakistan il convenait tout de même, étant donné la complexité du processus, de préserver le cadre temporel actuel, sauf pour une raison absolument majeure.

48. S'agissant des propositions du Mexique sur les mesures correctives provisoires et la rétroactivité, l'intervenant a dit que sa délégation percevait le besoin de les introduire dans le processus de règlement des différends. Il fallait impérativement éliminer l'incitation à retarder la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD pour les Membres. L'octroi d'une réparation provisoire au Membre plaignant serait de nature à prévenir le préjudice qui serait causé à son économie si le Membre défendeur devait continuer de maintenir les mesures susceptibles de s'avérer incompatibles avec l'OMC. Dans l'état existant des choses, les mesures correctives dans le cadre de l'OMC étaient uniquement prospectives, les préjudices causés dans le passé ne pouvant être réparés. Il serait équitable de modifier les règles pour permettre le versement d'une compensation. La proposition sur les "mesures correctives négociables" semblait trop radicale et justifiait un examen plus approfondi. En guise d'observation initiale, l'intervenant a estimé qu'elle politiserait le système de règlement des différends et marginaliserait les pays qui n'avaient pas de leviers économiques. Passant à la proposition du Taipei chinois, l'intervenant a dit que sa délégation était d'accord sur le fait que l'accès élargi du grand public aux réunions et aux communications des parties n'améliorerait pas

nécessairement le Mémorandum d'accord, et qu'il était indispensable que la nature intergouvernementale de l'OMC soit préservée. Concernant les mémoires d'*amicus curiae*, sa délégation était en accord avec la position prise par le Taipei chinois, à savoir que la recevabilité de ces mémoires placerait les pays en développement dans une position défavorable compte tenu de leurs ressources limitées.

49. La représentante de Cuba a remercié le Japon, le Mexique et le Taipei chinois de leurs propositions, dont elle a dit qu'elles méritaient d'être débattues plus longuement par la Session extraordinaire compte tenu des questions très importantes qu'elles abordaient. Sa délégation aimerait soulever quelques observations et questions. Concernant la proposition du Japon, si sa délégation était d'accord sur le fait que l'équivalence devait être établie entre la suspension des concessions et le niveau d'annulation ou de réduction d'avantages, elle se demandait si le Japon était en train de suggérer que dans le calcul des répercussions commerciales, il fallait prendre en compte non seulement celles que créait la mesure existante, mais aussi toutes celles que pourraient créer à l'avenir des mesures similaires. Du point de vue de Cuba, le fait de porter un tel jugement reviendrait à préjuger de la nature des mesures que pourraient adopter les Membres à l'avenir. Pour ce qui était de la proposition du Japon destinée à améliorer l'accès du grand public aux communications des parties à un différend, sa délégation n'y était pas opposée en principe, mais elle estimait que la décision devrait être laissée à la discrétion de chaque Membre. Il était inutile que le Mémorandum d'accord contienne une disposition à cet effet.

50. S'agissant de la proposition du Mexique, l'intervenant a dit que sa délégation partageait l'opinion voulant que l'un des problèmes fondamentaux auquel était confronté le système de règlement des différends à l'heure actuelle était le pouvoir qu'avaient les Membres de retarder impunément la mise en œuvre des recommandations et des décisions de l'ORD. Pour ce qui était de la proposition sur la détermination rapide de l'annulation ou de la réduction d'avantages et de l'application de cette détermination, sa délégation pouvait en principe l'appuyer. Toutefois, s'agissant des mesures préventives, elle a dit que Cuba partageait le point de vue du Chili, à savoir qu'il n'entraînait pas actuellement dans le mandat des groupes spéciaux d'ordonner l'application de telles mesures. En outre, étant donné la possibilité que soient renversées en appel les conclusions arrêtées en première instance, il convenait de faire preuve de prudence. S'agissant de la proposition sur la rétroactivité, sa délégation l'examinait toujours et ferait à son sujet des observations à une date ultérieure. Sa délégation était également intéressée par la proposition sur les coûts – en l'occurrence les honoraires des avocats et les frais de la procédure – et l'étudiait avec grand intérêt. S'agissant des mesures correctives négociables, sa délégation partageait le point de vue du Pakistan, selon lequel cela risquait de politiser le système de règlement des différends. Passant à la proposition du Taipei chinois, elle a dit que sa délégation appuyait les vues exprimées par le Taipei chinois concernant l'accès aux communications par le grand public et aussi les communications d'*amicus curiae*. Elle a rappelé que son pays et d'autres étaient coauteurs d'une proposition (TN/DS/W/18) qui abordait, entre autres choses, la manière dont il convenait d'interpréter l'article 13 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends.

51. La représentante de la Colombie a remercié le Mexique et le Japon de leurs propositions, dont elle a dit qu'elles constitueraient une contribution importante aux travaux de la Session extraordinaire. Elle a noté que si le système de règlement des différends de l'OMC représentait une amélioration considérable par rapport à son prédécesseur du GATT, il comportait des lacunes, notamment le pouvoir qu'avaient les Membres de maintenir impunément pendant plus ou moins trois ans des mesures incompatibles avec l'OMC. Voilà pourquoi sa délégation appuyait toute proposition visant à régler cette question et de ce fait contribuer à réaliser l'objectif d'un règlement rapide des différends commerciaux. Passant à la proposition du Mexique, elle a dit qu'il s'agissait d'une proposition audacieuse et imaginative que les participants devraient examiner de manière approfondie. Les suggestions concernant la détermination rapide de l'annulation ou de la réduction d'avantages, les recours rétroactifs, les mesures préventives et les mesures correctives négociables représentaient

des idées novatrices susceptibles de régler le problème de savoir comment compenser à l'échelon national les pertes subies par la branche d'activité nationale à la suite de mesures protectionnistes mises en œuvre par un Membre en violation de ses obligations dans le cadre de l'OMC. Quant à la proposition du Japon, l'intervenante a rappelé que son pays était de ceux qui avaient parrainé conjointement une proposition sur le Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends qui abordait, entre autres choses, la question de la "chronologie" et d'autres aspects du Mémorandum lors de la préparation de la Conférence ministérielle de Doha. Étant donné que la proposition du Japon s'inspirait de la proposition collective, sa délégation était en mesure d'en appuyer beaucoup d'éléments. Quant à la proposition du Japon sur les législations impératives et facultatives, sa délégation les examinait toujours et ferait des observations à leur sujet à une date ultérieure. Toutefois, elle a exprimé des doutes quant à la possibilité de résoudre le problème des législations facultatives par une interprétation autoritaire des dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord. Pour ce qui était de la proposition sur l'accès amélioré des Membres et du grand public aux communications des parties, elle était raisonnable et sa délégation pouvait l'appuyer. Cependant, l'intervenante a noté que cette proposition ne faisait pas de distinction suffisamment claire entre les Membres qui n'étaient pas parties à un différend et le grand public, même s'il semblait que les communications seraient mises à la disposition du public après avoir été distribuées aux Membres.

52. Le représentant de la Pologne a remercié le Japon, le Mexique et le Taipei chinois de leurs contributions et a dit que ses observations porteraient uniquement sur la proposition du Mexique relative aux recours négociables. De point de vue de la Pologne, l'introduction du concept des recours négociables dans le Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends représenterait une évolution malheureuse pour au moins trois raisons. Premièrement, cela affaiblirait un des trois principes de base du système de règlement des différends et du système commercial multilatéral, à savoir que les droits des Membres devraient être protégés sous surveillance multilatérale et qu'il appartenait à chaque Membre de s'assurer que ses droits et ses attentes légitimes ne seraient ni diminués ni supprimés. Deuxièmement, si les Membres devaient négocier les recours auxquels ils pouvaient avoir droit, cela pourrait décourager les parties de négocier sérieusement afin de trouver des solutions d'un commun accord à leurs différends, ce qui était aussi l'un des objectifs du système de règlement des différends. Troisièmement, cela diminuerait la transparence du système, étant donné que les pouvoirs de surveillance de l'ORD seraient sérieusement compromis. Pour ces raisons, les participants devraient examiner de manière critique la proposition du Mexique avant de tirer quelque conclusion que ce soit.

53. Le représentant de la Corée a remercié le Mexique de sa proposition, qui témoignait de la détermination de ce pays à renforcer le système de règlement des différends et à en rehausser la crédibilité. Sa délégation aimerait formuler quelques observations préliminaires sur certains aspects de cette proposition. S'agissant de la proposition voulant que le niveau de l'annulation ou de la réduction d'avantages soit déterminé par le groupe spécial initial, l'intervenant a rappelé que sa délégation avait proposé que ce niveau soit déterminé par le Groupe spécial de la mise en conformité créé en application de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends. Il ne serait peut-être pas approprié de faire une comparaison entre la proposition de la Corée et celle du Mexique, étant donné que la seconde avait été conçue en tant que système de recours rétrospectif, tandis que la première s'inspirait du système actuel, qui était de nature prospective, dans la mesure où aucune réparation n'était prévue pour les dommages subis dans le passé. Dans ce contexte, il convenait de prendre en compte la valeur d'un système rétrospectif pour le Mémorandum d'accord. La Corée avait l'esprit ouvert face à cette possibilité. Il était conscient qu'un système de recours rétroactif procurerait une puissante incitation à se plier rapidement aux recommandations et décisions de l'ORD et aux règles multilatérales. En revanche, son introduction nécessiterait une transformation radicale des dispositions actuelles du Mémorandum d'accord. Par exemple, la première phrase de l'article 19:1, qui énonçait le principe du recours prospectif, devrait être modifiée. La deuxième phrase du même article, qui conférait aux groupes spéciaux des pouvoirs discrétionnaires pour formuler des recommandations spécifiques, devrait elle aussi être revue et

corrigée. S'agissant de la proposition concernant les mesures préventives, elle était à son avis incompatible avec les dispositions de l'article 7 du Mémorandum d'accord eu égard au mandat des groupes spéciaux, ainsi qu'avec son article 11 eu égard aux fonctions des groupes spéciaux et aux critères d'examen qu'ils devaient appliquer, en plus du principe selon lequel les recommandations et décisions de l'ORD ne devaient ni augmenter ni diminuer les droits et obligations prévus dans les accords visés (articles 3:2 et 19:2 du Mémorandum d'accord). Cela pourrait équivaloir à un remaniement substantiel du Mémorandum d'accord. Étant donné l'ampleur de ses implications, la proposition du Mexique exigerait une analyse minutieuse. Pour ce qui était de la proposition du Japon, l'intervenant a rappelé que la Corée faisait partie du groupe de pays qui avaient signé conjointement avec le Japon et d'autres pays la proposition sur la question de la "chronologie" soumise à l'examen des Ministres à Doha. La Corée était en mesure d'appuyer la proposition visant à résoudre la question de la "chronologie". Quant à la proposition sur les législations impératives et facultatives, l'intervenant a dit que sa délégation était sympathique aux préoccupations du Japon et était impatient d'engager d'autres discussions détaillées sur ces questions. Concernant la contribution du Taipei chinois, la Corée était généralement en accord avec les vues exprimées par le Taipei chinois et ferait des observations à leur sujet pendant l'examen question par question.

54. Le Président a rappelé qu'un certain nombre de propositions avaient été présentées concernant le moment adéquat pour déterminer le niveau d'annulation ou de réduction d'avantages et a laissé entendre qu'il serait peut-être utile, pour les besoins de la procédure, de comparer ces deux propositions avec celle du Mexique dans laquelle il était préconisé que la détermination du niveau d'annulation ou de réduction d'avantages relève du groupe spécial originel.

55. Le représentant de Hong Kong, Chine a remercié le Japon, le Mexique et le Taipei chinois de leurs propositions et a dit que ses observations porteraient uniquement sur certains aspects de la proposition du Mexique. Sa délégation partageait le souci du Mexique, qui craignait que la crédibilité du système de règlement des différends ne soit affaiblie par la liberté qu'avaient les Membres de maintenir impunément pendant une longue période des mesures incompatibles avec l'OMC. S'agissant de la proposition sur les recours rétroactifs, elle méritait d'être examinée plus attentivement, compte tenu du fait que d'après la jurisprudence internationale et celle du GATT/de l'OMC, il avait déjà été exigé que les droits levés en rapport avec une législation sur les recours commerciaux soient remboursés. Pour ce qui était de la détermination rapide de l'annulation ou de la réduction d'avantages et de l'application de cette détermination, l'intervenant a dit que les implications de cette proposition devaient être examinées soigneusement. Elle aurait, par exemple, des répercussions sur la question de la "chronologie" et créerait de l'incertitude si le Groupe spécial de la mise en conformité établi en application de l'article 21:5 arrivait à une conclusion différente. Quant à la proposition relative aux mesures préventives, sa délégation était en accord avec les vues exprimées par certains participants, à savoir que certains pourraient en abuser, qui pourraient engager des actions frivoles, provoquant en retour des mesures de rétorsion. Il convenait de réfléchir davantage à la manière dont elle fonctionnerait en pratique, dans la mesure où il existait un certain nombre de questions restées sans réponse. S'agissant de la proposition sur les mesures correctives négociables, sa délégation était également d'accord avec d'autres participants sur le fait qu'elle risquait de politiser le système de règlement des différends et d'en affaiblir les principes de base.

56. Le représentant des Communautés européennes a remercié le Japon de sa proposition et a dit que sa délégation aimerait formuler les observations suivantes. S'agissant de la proposition sur la question de la "chronologie", il a rappelé la déclaration qu'avait faite le Japon sur le fait qu'il existait des similarités entre sa proposition et celle des CE, et que sa délégation était disposée à collaborer étroitement avec ce pays afin de réduire les différences entre les deux textes. S'agissant des propositions sur les législations impératives et facultatives, le Japon avait recensé quelques problèmes fondamentaux qui devaient être abordés de manière globale. Les CE étaient prêtes à examiner toute idée qu'aurait le Japon à cet égard. Pour ce qui était de la procédure de modification du nombre de membres de l'Organe d'appel, l'intervenant a noté que la proposition des CE était similaire à celle du

Japon. Étant donné qu'elle avait des implications budgétaires, cette décision relevait du Conseil général, de l'avis des CE. Quant à la proposition sur l'accès amélioré à la documentation pour les Membres et le grand public, les CE l'appuyaient de manière générale, dans la mesure où elle favoriserait la transparence. Il a demandé pourquoi elle prévoyait un délai de deux semaines avant que les communications puissent être mises à la disposition du grand public et des tierces parties au différend.

57. Concernant la proposition du Mexique, l'intervenant a dit que les CE partageaient le point de vue selon lequel l'absence de mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD minait la crédibilité du système de règlement des différends. La proposition du Mexique était novatrice et suscitait la réflexion, d'où l'intérêt de l'examiner plus attentivement. Les CE l'accueillaient favorablement, bien qu'elles aient un certain nombre de questions et d'observations à soumettre. Étant donné que la procédure d'arbitrage prévue à l'article 22 du Mémoire d'accord prenait du temps, il serait sans doute présomptueux de croire que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel seraient en mesure de s'acquitter facilement des tâches additionnelles qu'elle supposait et de respecter les délais prévus dans le Mémoire. Les CE se demandaient si le Mexique avait intégré ce facteur dans sa proposition. La deuxième question portait sur les mesures préventives et les recours rétroactifs. Dans la mesure où les deux visaient à protéger les intérêts des Membres plaignants, les CE souhaitaient savoir si le Mexique s'était demandé quand chaque recours pourrait être invoqué à bon escient ou si les deux pourraient l'être en même temps. La troisième question concernait le non-respect d'une mesure préventive ordonnée par un groupe spécial. Les CE se demandaient si le Mexique avait réfléchi à la question des sanctions pour ce genre d'éventualité. La quatrième question avait trait aux mesures correctives négociables. Les CE se demandaient si le Mexique était vraiment convaincu du potentiel de sa proposition d'inciter les Membres à se plier aux recommandations et décisions de l'ORD. D'après l'expérience des CE, la suspension de concessions créait les mêmes difficultés pour les Membres, peu importe leur taille ou leur force économique.

58. Le représentant de la Malaisie a remercié le Japon, le Mexique et le Taipei chinois de leurs propositions, dont il a dit qu'elles apporteraient une contribution majeure aux travaux de la Session extraordinaire. Ses observations porteraient plus particulièrement sur certains aspects des propositions du Mexique et du Taipei chinois. Pour ce qui était de celle du Japon, sa délégation ferait des observations ultérieurement, dans la mesure où ses autorités étaient en train de l'examiner. Passant à celle du Mexique, sa délégation la trouvait intellectuellement audacieuse et stimulante. Cependant, étant donné ses ramifications potentielles, il était très peu probable qu'elle puisse susciter un consensus avant l'échéance de mai 2003. En tout état de cause, elle méritait d'être examinée. Plus particulièrement, la Malaisie convenait avec la Pologne que la proposition sur les mesures correctives négociables affaiblirait certains des principes de base du système de règlement des différends, et donc ne pouvait l'appuyer. S'agissant de la proposition sur la détermination rapide de l'annulation ou de la réduction d'avantages et de l'application de cette détermination, sa délégation la jugeait fort intéressante et était disposée à l'examiner plus à fond. Toutefois, elle semblait présenter deux lacunes majeures. Premièrement, les Membres n'auraient plus de période raisonnable pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD, ce qui risquait de créer des problèmes dans certains cas, car il pouvait arriver qu'un Membre ne soit pas en mesure de se plier rapidement aux recommandations et décisions de l'ORD. La deuxième difficulté qu'avait la Malaisie avec cette proposition tournait autour de la confidentialité du niveau d'annulation ou de réduction d'avantages. D'après son expérience, il serait difficile de garder cette information confidentielle. Il y aurait plus vraisemblablement des fuites, avec les conséquences qui s'ensuivraient pour les acteurs pertinents. S'agissant des recours rétroactifs et des mesures préventives, sa délégation était disposée à les examiner, malgré ses réticences à leur égard.

59. S'agissant de la proposition du Taipei chinois, l'intervenant a dit que les vues de sa délégation sur un certain nombre de questions étaient fort similaires à celles du Taipei chinois. Se référant à la proposition des États-Unis relative à l'élaboration de lignes directrices sur le traitement des

communications d'*amicus curiae*, il a dit que sa délégation n'en voyait pas la nécessité. La position du Taipei chinois sur cette question était quelque peu ambivalente, dans la mesure où celui-ci semblait être d'avis que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel avaient déjà publié de telles lignes directrices. L'intervenant a rappelé que la Malaisie et un groupe de pays en développement s'étaient catégoriquement opposés à l'approche retenue par certains groupes spéciaux et l'Organe d'appel pour le traitement de telles communications. L'interprétation qu'avaient faite ces derniers de la portée de l'article 13 du Mémoire d'accord était erronée et ne se fondait sur aucune base documentaire. De ce fait, il fallait refuser de légitimer leur position en adoptant leurs normes. Pour terminer, l'intervenant s'est référé à la déclaration faite par le Chili selon laquelle il convenait de solliciter le point de vue des membres de l'Organe d'appel pour ces négociations, en disant que la Malaisie ne voyait aucun avantage à ce faire et ne pouvait donc accepter cette suggestion.

60. Le représentant de l'Inde a dit que sa délégation était en accord avec la Malaisie sur la question de savoir s'il convenait de solliciter le point de vue des membres de l'Organe d'appel au cours des négociations. Il s'est par ailleurs enquis du statut de la déclaration faite par le Taipei chinois – s'agissait-il d'une observation sur les autres propositions ou d'une contribution distincte au processus? Le Président a répondu qu'il croyait comprendre que c'était la seconde.

61. Le représentant des Philippines a remercié le Japon, le Mexique et le Taipei chinois de leurs propositions en disant qu'elles contribueraient de manière importante aux travaux de la Session extraordinaire. Les Philippines étaient toujours en train d'examiner la proposition du Taipei chinois et communiqueraient leurs observations à l'occasion d'une future réunion de la Session extraordinaire. Toutefois, en guise d'observation préliminaire, il a dit que sa délégation avait pris note des vues exprimées par le Taipei chinois concernant la proposition des États-Unis et qu'elle était d'accord avec les vues exprimées par la Malaisie concernant les lignes directrices élaborées de manière illicite par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel. S'agissant de la proposition du Japon, sa délégation comprenait les préoccupations sous-jacentes et se réjouissait de la détermination manifestée par le Japon à renforcer le Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends en s'attaquant aux problèmes concrets que son application avait suscités. Les Philippines examinaient toujours les problèmes présentés par le Japon et les solutions qu'il avait proposées, et communiqueraient leurs observations ultérieurement.

62. Concernant la proposition du Mexique, l'intervenant a dit que sa délégation partageait entièrement la préoccupation sous-jacente de ce pays, à savoir la possibilité pour les Membres de maintenir impunément pendant une longue période des mesures incompatibles avec l'OMC. Il s'agissait là d'un problème fondamental qu'il fallait aborder dans le cadre des négociations. Sa délégation avait examiné les éléments mis en avant par le Mexique pour régler cette question et avait les observations ci-après à formuler. Concernant la proposition relative à la détermination rapide de l'annulation ou de la réduction d'avantages et l'application de cette détermination, elle rendrait sans objet la question de la "chronologie" et priverait les Membres de leur droit à une période raisonnable pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. La proposition semblait préjuger des intentions du Membre défendeur eu égard à la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD, étant donné que la procédure d'arbitrage prévue à l'article 22 du Mémoire d'accord pourrait être déclenchée immédiatement après la distribution du rapport intérimaire du groupe spécial aux parties. Elle semblait également préjuger de l'issue de l'affaire. Les constatations du groupe spécial pourraient être modifiées ou amendées par l'Organe d'appel. Étant donné la proposition d'éliminer la phase du réexamen intérimaire, les Philippines se demandaient si le Mexique avait pris cela en compte. Pour ce qui était du Membre plaignant qui quantifiait la somme de ses pertes dans sa première communication, il a dit que si sa délégation reconnaissait que cela était de nature à aider le cas du Membre plaignant, elle estimait par ailleurs que le fait de déterminer la valeur du préjudice avant que son existence n'ait été démontrée modifierait fondamentalement le mécanisme de règlement des différends et la manière dont les Membres préparaient leur argumentation.

63. Concernant la proposition sur la détermination de l'annulation ou de la réduction d'avantages et l'application rétroactive de cette détermination, l'intervenant a dit que le Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, dans son libellé actuel, donnait aux groupes spéciaux et à l'Organe d'appel la possibilité de faire des déterminations avec application rétroactive dans certains cas. Dans une affaire de compensation, une détermination avec application rétroactive n'aurait de sens que si le Membre défendeur était convenu d'offrir une compensation au Membre plaignant. De la même manière, dans une affaire de suspension de concessions, une détermination avec application rétroactive serait sans beaucoup d'intérêt pour un certain nombre de Membres, particulièrement les pays en développement. Si une détermination avec application rétroactive devait être effective à compter de la date d'imposition des mesures comme l'avait suggéré le Mexique, que se passerait-il dans le cas d'une mesure en vigueur depuis longtemps mais n'ayant été contestée que récemment? Concernant les mesures préventives, l'intervenant a dit que cette proposition semblait la moins controversée des quatre. Toutefois, les Philippines étaient d'accord avec la Norvège lorsque celle-ci disait qu'étant donné la possibilité d'abus, des critères stricts devaient être établis d'un commun accord pour qu'elle l'accepte. Si le Mexique avait cité des précédents et les Accords de l'OMC pour étayer sa position, la délégation de l'intervenant était d'avis que l'Accord sur les sauvegardes montrait probablement plus que tout autre la nécessité d'un examen très attentif des conditions qui devaient être attachées au droit de prendre des "mesures préventives". D'ailleurs, cela pourrait soulever la question de savoir si le Membre invoquant la mesure préventive avait correctement exercé ce droit. S'il était perçu que le Membre invoquant la mesure préventive agissait de manière contraire aux critères convenus, le Membre défendeur aurait-il le droit d'imposer une mesure préventive pour préserver sa position? Il pourrait être envisagé qu'il pourrait y avoir des contraintes multiples, ce que n'aurait probablement pas souhaité le Mexique. L'intervenant a demandé au Mexique s'il pouvait clarifier l'expression "effets dommageables" et indiquer qui déterminerait l'existence de tels effets. S'agissant des mesures correctives négociables, sa délégation n'était pas très à l'aise avec cette notion, dans la mesure où elle aurait pour effet de transformer l'OMC en un marché où les pays échangeraient leurs droits de suspendre des concessions ou d'autres obligations. Après plus ample réflexion, il semblait que les Membres étaient engagés dans un exercice d'échange de crédits gagnés à la suite des différends qu'ils avaient perdus ou gagnés. Les Philippines refusaient d'envisager une situation où les Membres engageraient des procédures simplement pour accumuler des crédits afin de les échanger pour d'autres avantages. Sa délégation ferait de plus amples observations sur ces propositions durant l'examen question par question qui aurait lieu de manière informelle.

64. La représentante de la Hongrie a accueilli favorablement les propositions du Japon, du Mexique et du Taipei chinois en disant qu'elles contribueraient de manière importante aux travaux de la Session extraordinaire. S'agissant de la proposition du Japon, elle a dit que sa délégation avait toujours appuyé les efforts destinés à résoudre la question de la "chronologie". Le fait de supprimer l'ambiguïté des dispositions pertinentes du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends garantirait une certaine certitude et une certaine prévisibilité sur le plan juridique. Elle préférait la proposition des CE concernant cette question, mais dans la mesure où les deux propositions avaient beaucoup en commun, les CE et le Japon pourraient vraisemblablement s'efforcer de produire un texte unique relativement à cette question. Dans ce contexte, elle s'est réjouie de la déclaration des CE qui avaient manifesté leur ouverture à engager un dialogue avec le Japon pour réduire les divergences entre leurs textes. S'agissant de la proposition sur l'équivalence entre le niveau de l'annulation ou de la réduction d'avantages et la suspension des concessions, sa délégation l'examinait toujours et elle accueillerait volontiers toute autre clarification que pourrait apporter le Japon. S'agissant de la proposition sur l'accroissement du nombre de membres de l'Organe d'appel, sa délégation était ouverte à cette éventualité et était disposée à l'examiner plus attentivement. Passant à la proposition du Taipei chinois, elle a dit que pour ce qui était de la question des communications d'*amicus curiae*, sa délégation estimait qu'une solution multilatérale consensuelle était préférable à l'approche cas par cas qui prévalait actuellement. Relativement aux droits des tierces parties, sa délégation appuyait de manière générale leur

accroissement, même si elle souhaitait un équilibre approprié entre les droits des parties à un différend et ceux des tierces parties. Passant à la proposition du Mexique, elle a dit que la question de l'absence de mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD se posait depuis longtemps et que sa délégation était sympathique aux préoccupations sous-jacentes de la proposition mexicaine. Par ailleurs, cette proposition contenait des suggestions très radicales dont les implications pour le système commercial multilatéral devaient être examinées soigneusement.

65. La représentante du Japon a remercié les participants de leurs questions et observations, et a dit qu'elle aimerait apporter quelques réponses préliminaires. S'agissant de la question relative à la "chronologie", elle a remercié les participants de leurs observations positives et a réitéré qu'il existait quelques différences entre la proposition communautaire et celle de son pays. Il tardait à sa délégation de recevoir des participants d'autres observations qui pourraient éventuellement permettre de diminuer les différences entre les deux textes. S'agissant de la question posée par le Chili concernant la non-abrogation de législations impératives, elle a dit que l'idée qui sous-tendait la proposition du Japon était de créer une incitation pour le Membre concerné à abroger ou à modifier une législation impérative incompatible. S'il devait y avoir une véritable équivalence entre le niveau de l'annulation ou de la réduction d'avantages et la suspension de concessions, le Membre défendeur n'aurait guère d'intérêt à maintenir une mesure incompatible. Pour ce qui était de la manière d'établir la véritable équivalence, sa délégation convenait que cela ne serait pas facile, mais qu'on pouvait faire quelques prédictions compte tenu des violations passées. La pratique actuelle serait instructive à cet égard. Par ailleurs, le Japon serait ouvert à toute suggestion que pourraient avoir les délégations relativement à la méthode de calcul de l'équivalence. Concernant la manière d'élargir la portée de l'article 22:4 du Mémoire d'accord, sa délégation travaillait sur un texte qu'elle communiquerait aux participants une fois qu'il aurait été finalisé. Les observations des participants seraient alors les bienvenues. Pour ce qui était de la question posée par les États-Unis concernant le fait qu'une mesure prise en application d'une législation facultative soit présumée incompatible avec l'OMC, l'intervenante a dit que l'idée qui sous-tendait la proposition du Japon était de transférer la charge de la preuve au Membre défendeur, alors que le Membre plaignant pourrait initialement prouver qu'il y avait eu des violations répétées de la même législation. Il appartiendrait au Membre défendeur de réfuter l'allégation voulant que la mesure prise en application de la législation facultative ait été intentionnelle et soit allée à l'encontre de ses obligations dans le cadre de l'OMC. Quant à la question de savoir si la procédure prévue à l'article 21:5 ne pourrait pas être utilisée pour régler cette question, elle a dit que dans sa proposition, le Japon avait préconisé une procédure accélérée selon laquelle l'affaire serait renvoyée au groupe spécial originel ou à la division de l'Organe d'appel qui l'avait entendue. Des procédures additionnelles avaient été suggérées pour les affaires mettant en cause des législations facultatives. Dans ce contexte, le Japon estimait qu'un mécanisme de sauvegarde devrait être prévu qui garantirait que la législation facultative ne serait pas appliquée d'une manière incompatible avec l'OMC, ce qui pourrait être fait au moyen d'une déclaration selon laquelle la législation elle-même serait incompatible avec l'OMC, ou encore d'une demande adressée au Membre concerné d'adopter des directives prévoyant que toute mesure prise en vertu de la législation en question serait compatible avec l'OMC. Le Japon n'avait pas de préférence pour l'une ou l'autre de ces options et était disposé à prendre en compte le point de vue des participants. Il ne suffisait pas d'avoir une procédure accélérée; celle-ci devait être complétée par d'autres procédures.

66. S'agissant des questions relatives au nombre de membres de l'Organe d'appel et aux modalités pour le modifier, l'intervenante a dit que son pays était ouvert à ce que la décision soit prise soit par l'ORD soit par le Conseil général. Toutefois, étant donné les implications financières, il conviendrait probablement que ce soit le Conseil général qui le fasse. Pour ce qui était de l'observation selon laquelle au lieu d'accroître l'effectif de l'Organe d'appel, il vaudrait mieux convertir les postes actuels à temps partiel en postes à temps plein, elle a dit que le Japon était conscient qu'en raison de leur emploi du temps très chargé, on pouvait dire que les membres de l'Organe d'appel travaillaient déjà à temps plein. Cependant, elle trouvait séduisante la possibilité d'accroître le nombre de membres dans la mesure où certaines personnes ne souhaitaient peut-être pas passer tout leur temps à Genève et

aussi du fait des implications budgétaires associées aux postes à temps plein. Quant à la question posée par l'Inde à savoir si le nombre actuel de membres de l'Organe d'appel pourrait être réduit, sa délégation n'y avait pas réfléchi, mais était disposée à l'examiner. En tout état de cause, le libellé de la proposition était suffisamment souple, et il était de ce fait possible de majorer ou de minorer l'effectif de l'Organe d'appel en fonction des exigences du moment. Il serait probablement intéressant de solliciter de manière informelle le point de vue des membres de l'Organe d'appel sur cette question, ainsi que l'avait suggéré le Chili. Relativement à la question du bien-fondé de retarder de deux semaines la distribution des communications au grand public, elle a dit que ce délai devrait permettre aux Membres de retenir l'information confidentielle et de se préparer aux inévitables conférences de presse et imprimer les documents à mettre en distribution. Pour ce qui était de la question de savoir pourquoi il était nécessaire de rendre publiques les communications alors que les rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel étaient distribués à grande échelle et pouvaient être téléchargés depuis le site Web de l'OMC, l'intervenante a dit que sa délégation estimait que cela favoriserait la transparence et rehausserait la crédibilité du système de règlement des différends, tout en démontrant la fausseté de l'opinion voulant que le système de règlement des différends de l'OMC soit antidémocratique et manipulé en faveur de certains intérêts. Elle a noté que son pays n'avait pas pour ligne de conduite de rendre publiques toutes ses communications, mais était disposé à faire cette concession dans l'intérêt de la transparence.

67. Le représentant du Mexique a dit que sa délégation était encouragée par les observations des participants. Il y avait quasi-unanimité sur le fait que la proposition avait cerné la principale faiblesse du système de règlement des différends. L'absence de mise en œuvre en temps opportun des recommandations et décisions de l'ORD minait la crédibilité du système de règlement des différends. Le Mexique accueillait avec satisfaction les questions et observations suscitées par sa proposition, y réfléchirait et donnerait des réponses détaillées ultérieurement. En revanche, il aimerait réaffirmer les points saillants de sa proposition afin de clarifier certains points qui étaient ressortis durant les discussions. Pour ce qui était de la détermination rapide de l'annulation ou de la réduction d'avantages et de l'application de cette détermination, il a dit que dans le système actuel, un Membre devait engager deux actions et attendre pendant deux ou trois ans avant de voir des résultats. Cette situation était tout simplement insatisfaisante et devait être changée. S'agissant de la détermination de l'annulation ou de la réduction d'avantages et de l'application rétroactive de cette détermination, sa délégation pouvait accepter le point de vue selon lequel elle modifierait fondamentalement le système de règlement des différends. Toutefois, dans la mesure où l'absence de mise en œuvre causait une perte d'environ 370 millions de dollars EU en moyenne par affaire en plus des frais juridiques et des dépenses connexes, il n'y avait rien d'autre à faire que de proposer une solution qui s'attaquerait directement au problème. Relativement aux mesures préventives, il était également vrai qu'il s'agissait d'un concept nouveau pour le système de règlement des différends. À l'heure actuelle, un Membre ayant subi un préjudice ne pouvait pas demander à un groupe spécial d'ordonner au Membre défendeur de suspendre la mesure contestée jusqu'à ce que l'affaire ait franchi toutes les étapes. Cette situation créait de l'injustice et prêtait le flanc à de nombreux abus. La simple possibilité de pouvoir demander une mesure corrective provisoire permettrait d'accroître la confiance non seulement des Membres mais aussi des parties privées dans le système de règlement des différends. Pour ce qui était des mesures correctives négociables, sa délégation n'était pas surprise de la forte réaction de certains participants. S'il était vrai que ce concept transformerait fondamentalement le système de règlement des différends, il inciterait aussi à se plier aux recommandations et décisions de l'ORD et de ce fait rehausserait la crédibilité du système. Les organes chargés à l'échelon national de mettre en place les diverses politiques seraient les plus grands bénéficiaires de ces propositions, puisqu'ils seraient mieux en mesure de résister aux pressions des groupes d'intérêt désireux d'imposer des mesures incompatibles avec l'OMC. Pour ce qui était de l'opinion exprimée par certains participants selon laquelle il ne serait pas possible de parvenir à un consensus sur les idées mises en avant par le Mexique avant l'échéance de mai 2003 en raison des bouleversements qu'elles provoqueraient pour le système de règlement des différends, l'intervenant a dit que cela n'était pas impossible et dépendait en grande partie de la volonté qu'avaient les Membres de régler un problème fondamental capable de

paralyser le système entier. Il ne servirait à rien de jongler avec les problèmes sans adopter de solution durable qui permettrait de renforcer le système de règlement des différends et d'en rehausser la crédibilité. En conclusion, l'intervenant a dit que sa délégation donnerait des réponses spécifiques à certaines des questions qui avaient été posées une fois qu'elle les aurait examinées attentivement. Sa délégation était disposée à engager des discussions constructives avec tous les participants pour améliorer sa proposition.

68. La représentante du Taipei chinois a accueilli avec satisfaction les observations faites à propos de sa proposition et a dit qu'elle aimerait offrir une réaction initiale à certaines d'entre elles. S'agissant de la transparence, elle a remercié le représentant des Philippines pour sa déclaration et a affirmé le soutien de sa délégation à l'égard de la partie de la proposition des États-Unis sur la transparence dans laquelle ce pays préconisait la distribution en temps opportun des rapports. Du point de vue du Taipei chinois, cela faciliterait la mise en œuvre des rapports de manière compatible avec l'article 20 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends. Pour ce qui était des communications d'*amicus curiae*, elle a dit que le Taipei chinois avait pris note des observations des participants, mais avait une préférence pour le maintien du statu quo. Pour ce qui était de la contribution du Taipei chinois, elle devrait être considérée comme une proposition formelle adressée à la Session extraordinaire. Quant aux droits des tierces parties, il y avait des différences entre la proposition du Taipei chinois et celle du Costa Rica, et elle ferait de plus amples observations à leur sujet à la prochaine réunion de la Session extraordinaire.

69. Le représentant du Chili a dit qu'il souhaitait faire quelques observations générales à propos des négociations. Une des caractéristiques distinctives de ces négociations était la participation active des pays en développement au processus, la majorité des propositions ayant été présentées par ces pays. L'état d'avancement des négociations appelait cinq conclusions générales. Premièrement, si les discussions avaient permis aux participants de clarifier certains aspects des propositions qui avaient été présentées, il restait en revanche à examiner un grand nombre de questions non résolues. Il conviendrait de déterminer dès que possible la portée des diverses solutions mises en avant par les participants. Deuxièmement, si ce n'était des questions périphériques, il n'y avait pas de consensus sur l'une ou l'autre des grandes questions qui devaient être réglées pour améliorer le fonctionnement du système de règlement des différends. Troisièmement, un certain nombre de propositions semblaient aller au-delà du mandat de la Session extraordinaire, qui était de clarifier et d'améliorer le Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends. Par exemple, certaines des propositions visaient à créer de nouveaux mécanismes et de nouvelles manières de régler les différends. Si certaines de ces propositions se traduisaient par un Mémoire renforcé, le présent mandat était limité et devait être respecté. Quatrièmement, non seulement certaines des propositions allaient au-delà du mandat de la Session extraordinaire, mais aussi elles visaient essentiellement à régler les problèmes de politique intérieure de certains Membres. Cinquièmement, il restait peu de temps pour rédiger le texte final compte tenu de l'échéance de mai 2003. Dans ce contexte, il fallait impérativement que les discussions sur les propositions s'achèvent dans les prochaines semaines. Cela fait, il devrait être possible pour le Président – compte tenu de la portée du mandat – d'avoir une idée des propositions susceptibles de recueillir l'appui général des participants, de manière à créer un consensus autour de ces propositions. Elles devraient être réunies en un seul document et distribuées aux participants avant la fin de l'année, peut-être au cours de la réunion prévue pour décembre 2002. À en juger par les réactions des participants, le Chili estimait qu'il serait possible d'inclure dans un tel document les propositions se rapportant aux sujets suivants: i) la "chronologie"; ii) la transparence et l'accès à la documentation; iii) le renforcement des droits des tierces parties; iv) la simplification des procédures des groupes spéciaux; v) la détermination rapide du niveau de l'annulation ou de la réduction d'avantages; vi) les incitations à se plier aux recommandations et décisions de l'ORD; vii) la réaffirmation du caractère bilatéral des différends, du moins à certaines étapes, y compris celle de l'examen en appel, de manière que les parties "contrôlent" les procédures si cela permettait de parvenir à une solution positive. Le document qui serait distribué par le Président constituerait la base d'un débat spécifique qui débiterait en

janvier 2003. Les propositions qui ne se retrouveraient pas dans le document de l'an prochain devraient être laissées de côté, faute de quoi on risquait de manquer l'échéance de mai 2003.

70. Le représentant du Brésil a dit qu'il aimerait aussi communiquer le point de vue de son pays sur l'état des négociations. Il a rappelé que le mandat conféré par les Ministres à Doha était d'améliorer et de clarifier le Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends pour mai 2003. Les Ministres n'avaient pas donné de mandat pour rédiger un nouveau Mémorandum d'accord et n'avaient pas autorisé la poursuite des travaux au-delà de mai 2003. Il était impératif que ce mandat soit scrupuleusement respecté. Manifestement, les Ministres n'avaient pas envisagé de réexamen complet du Mémorandum d'accord. Il était implicite, à la lumière du mandat et du délai prescrits, que les Ministres avaient envisagé uniquement un exercice limité visant à régler les problèmes les plus évidents qui avaient été rencontrés dans la mise en œuvre du Mémorandum. Ils s'attendaient à ce que le règlement de ces problèmes permette d'améliorer le fonctionnement du système de règlement des différends. Si le mandat n'écarterait pas l'examen d'autres propositions axées sur une réforme en profondeur du Mémorandum, il ne faisait aucun doute que la priorité devait être accordée aux questions qui présentaient une importance spécifique pour son fonctionnement. Le fait d'accorder un traitement égal à toutes les propositions risquait de paralyser les négociations et de faire manquer l'échéance de mai 2003 sans certitude que le mandat pourrait être renouvelé. Certaines des propositions qui avaient été présentées étaient très ambitieuses et exigeraient des discussions en profondeur et un examen minutieux avant que l'on puisse prendre une décision à leur sujet. Il paraissait très peu vraisemblable que ce processus puisse s'accomplir avant mai 2003. Étant donné qu'il y aurait d'autres occasions de réexaminer le système de règlement des différends, il serait sage de se concentrer sur les questions les plus urgentes qui recueilleraient vraisemblablement l'appui de la majorité des participants. Du point de vue du Brésil, il était possible de bâtir un consensus autour des questions suivantes: i) la "chronologie"; ii) le détail de la procédure du groupe spécial de la mise en conformité; iii) l'accroissement de la transparence (et de l'accès à la documentation); iv) le renforcement des droits des tierces parties; v) les procédures de levée des sanctions; vi) la durée des consultations; vii) le pouvoir de renvoi; viii) la détermination rapide de l'annulation ou de la réduction d'avantages; ix) la notification de solutions convenues d'un commun accord dans un délai spécifique. Voilà une liste impressionnante qui devrait satisfaire presque tous les auteurs de propositions. Il s'agissait d'une liste exhaustive et les participants devraient mettre l'accent sur la situation globale plutôt que sur leurs intérêts strictement nationaux.

71. L'intervenant a accueilli favorablement le document du Japon, qui s'inspirait de la proposition conjointe, en disant qu'en mettant l'accent sur quelques-unes des questions les plus pressantes et en proposant des solutions, elle contribuait à bien cerner la portée du mandat de la Session extraordinaire. De concert avec la proposition des CE, elle pourrait former la base de toute entente future entre les participants. Certaines des suggestions contenues dans ces deux propositions devaient faire l'objet d'un examen minutieux avant qu'une décision soit prise. L'intervenant en voulait pour exemple la suggestion voulant que le régime de compensation soit renforcé de manière qu'il devienne plus attrayant que celui de la rétorsion. Il ne faisait aucun doute que le système serait renforcé s'il devenait clair que les arrangements de compensation devraient s'aligner sur le principe de la nation la plus favorisée. La proposition concernant la détermination rapide du niveau d'annulation ou de réduction d'avantages représentait une arme à deux tranchants. D'une part, elle était susceptible de faciliter les négociations sur la compensation, mais d'autre part, elle risquait d'affaiblir la mesure corrective fondamentale qui consistait à se plier aux recommandations et décisions de l'ORD. La proposition préconisant le passage à un système de membres de groupes spéciaux permanents exigeait aussi une analyse minutieuse. Il convenait d'amorcer une réflexion sur la manière de choisir les membres des groupes spéciaux et sur les implications budgétaires de ces choix. Pour ce qui était de l'expression *amicus curiae*, l'intervenant a dit que cette expression était trompeuse et qu'il conviendrait davantage d'utiliser l'expression *amicus partis* ou *amicus causae*, dans la mesure où l'objectif de tels intervenants était essentiellement d'assister une des parties au différend plutôt que d'éclairer le tribunal ou le juge. La pratique d'accueillir un *amicus curiae* à l'OMC semblait différente

de ce qu'elle était aux États-Unis, où le consentement de toutes les parties était normalement requis avant que les témoignages de ces personnes soient acceptés. D'après la règle 37 des Règles de la Cour suprême des États-Unis, ce n'était que dans quelques circonstances bien précises que le tribunal pouvait juger recevables ces témoignages lorsque l'une des parties refusait de donner son consentement. Ainsi, il semblait que la pratique de l'OMC différerait de celle d'un grand pays de common law, d'où le concept tirait censément son origine. Quant aux propositions sur les délais, l'intervenant a dit qu'elles devraient faire l'objet d'une évaluation approfondie, particulièrement celles qui préconisaient une réduction des délais par le biais de clauses visant à exempter les pays en développement "si les parties en conviennent". Du point de vue du Brésil, la prorogation des délais ne serait pas automatique et donc ne serait pas dans l'intérêt des pays en développement qui, faute de ressources, avaient besoin de plus de temps pour appliquer le processus de règlement des différends. Concernant les droits des tierces parties, l'intervenant a dit que si les propositions semblaient très séduisantes, ce n'étaient en réalité que quelques pays en développement qui pourraient profiter de l'accès amélioré aux groupes spéciaux et à l'Organe d'appel.

72. L'intervenant a réitéré que pour que les négociations soient couronnées de succès, les participants devaient avoir une vision qui transcendait leurs propres intérêts nationaux et prenait en compte ceux des autres. Un système renforcé de règlement des différends serait dans l'intérêt de tous les Membres, et il convenait que les participants s'efforcent de réaliser le mandat qui leur avait été confié par les Ministres. Le Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends devait évoluer coûte que coûte et s'adapter aux besoins d'un environnement en évolution et non à des modes. Les résultats des négociations non seulement devraient être tournés vers l'avenir, mais aussi devraient préserver le très important "acquis juridique" du GATT/de l'OMC. À toutes fins utiles, le Mémoire d'accord sur le règlement des différends avait fonctionné de manière satisfaisante et il ne faudrait lui apporter au cours de ces négociations que des changements qui en amélioreraient véritablement le fonctionnement. Certaines questions étaient particulièrement difficiles à résoudre, notamment celle de la "chronologie", mais les participants aux négociations avaient la capacité de le faire. D'autres, telles que celle du "carrousel" ou celle de la transparence, étaient moins difficiles en principe, mais étant donné leur caractère délicat pour un grand nombre de Membres, il faudrait procéder à un rééquilibrage serré des propositions et proposer une solution qui tiendrait compte des divers points de vue. D'autres encore, telles que celle de la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD, étaient par nature très difficiles et exigeraient beaucoup de travail acharné et de compromis avant que l'on trouve une solution. La diversité des opinions et des interprétations du Mémoire d'accord rendait particulièrement difficile la tâche des participants, mais pour peu que ceux-ci fassent preuve de détermination et de souplesse, la tâche ne devrait pas être impossible.

73. La représentante de l'Australie a rappelé qu'à la cinquième réunion de la Session extraordinaire, le représentant de l'Uruguay lui avait demandé si l'Australie envisagerait de modifier sa proposition en rapport avec les économies de temps afin de prendre en compte les intérêts des pays en développement, et qu'elle avait répondu que son pays était disposé à donner suite à cette demande dans sa proposition révisée, qu'elle espérait distribuer dans les moindres délais.

74. La représentante de la Jamaïque a remercié les participants qui avaient exprimé leur appui à sa proposition et a dit que sa délégation se réjouissait à l'idée de collaborer avec eux pour intégrer ses suggestions à tout accord qui pourrait intervenir. Sa délégation tenait à formuler quelques observations sur ces propositions qui portaient sur quelques-unes des questions abordées dans son document. Pour ce qui était de la proposition du Paraguay, sa délégation était d'accord sur le fait que le recours à l'article 5 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends devrait être obligatoire. Elle a rappelé que sa propre proposition préconisait un recours plus systématique à la procédure prévue à l'article 5 et, en général, le renforcement du processus de consultation prévu dans le Mémoire d'accord. L'objectif du Mémoire d'accord était non seulement de rechercher un règlement rapide des différends, mais aussi de faciliter l'adoption de

solutions convenues d'un accord mutuel par les parties. Le recours aux procédures judiciaires était coûteux et devrait être évité autant que possible. S'agissant de la proposition faite par le groupe des PMA selon laquelle le Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends devrait prévoir des modalités spéciales qui permettraient aux groupes spéciaux de déterminer si à première vue une affaire touchait un PMA ou si un pays avait fait preuve de modération avant d'engager une action contre un PMA, l'intervenante a dit que sa délégation avait suggéré dans sa proposition que les groupes spéciaux soient autorisés à rendre des décisions préliminaires relativement à ce genre de questions. Pour ce qui était de la proposition concernant l'article 27:2 du Mémoire d'accord, sa délégation avait fait une observation similaire, à savoir que l'assistance actuellement dispensée par le Secrétariat aux termes de cette disposition était trop limitée pour être d'une véritable utilité pratique pour les pays en développement Membres. Il était nécessaire que cet article puisse s'appliquer par le biais d'une disposition sur une assistance technique et juridique accrue et spécifique pour les pays en développement Membres. S'agissant de la proposition du Groupe africain concernant la compensation, l'intervenante a dit que si sa délégation reconnaissait que la compensation constituait une mesure temporaire à laquelle le Membre concerné pouvait recourir lorsqu'il ne lui était pas possible de se plier rapidement aux recommandations et décisions de l'ORD, elle estimait aussi que la compensation ne devrait pas se limiter à améliorer les conditions d'accès aux marchés pour le Membre plaignant, et qu'il convenait d'examiner d'autres formes de compensation, y compris sous forme pécuniaire. Elle a ajouté que sa délégation examinait avec intérêt la proposition permettant à des pays en développement Membres de recevoir une compensation dans les cas où les mesures incompatibles avec l'OMC auraient été levées avant le commencement des procédures formelles de règlement des différends. Il existait une certaine similarité entre cette proposition du Groupe africain et celle du Mexique concernant les mesures préventives et la rétroactivité, en ce sens qu'elles visaient toutes les deux à éliminer les pertes qu'aurait subies le Membre plaignant avant et pendant la procédure de règlement des différends. Enfin, l'intervenante a dit que son pays était d'accord avec le Groupe africain sur le fait qu'il était nécessaire pour l'OMC et ses Membres de mettre des ressources additionnelles à la disposition des pays en développement Membres afin de leur permettre de participer davantage au processus de règlement des différends de l'OMC.

75. Le représentant de l'Argentine a dit que sa délégation était d'accord avec les vues exprimées par le Chili et le Brésil concernant la nécessité pour la Session extraordinaire de définir ses priorités pour que soit respectée l'échéance de mai 2003. Le nombre de propositions présentées était simplement trop élevé et certaines d'entre elles, fort complexes, exigeaient une réflexion difficile avant que des décisions ne soient prises. Étant donné le court délai imparti par les Ministres, il était impératif que la Session extraordinaire se concentre sur les questions qui recueillaient un large degré de soutien parmi les participants et autour desquelles il était facile de bâtir un consensus. Les participants ne devaient pas se sentir pressés d'examiner toutes les propositions qui étaient sur la table et de prendre une décision pour chacune. Les questions les plus difficiles et les plus sensibles pourraient être abordées après mai 2003. L'intervenant a fait une mise en garde contre la possibilité de manquer l'échéance, qui pourrait avoir des conséquences énormes pour l'ensemble des négociations. Si les participants pouvaient avoir des vues divergentes quant aux questions qui devaient bénéficier de la priorité, sa délégation était convaincue qu'il y en avait un certain nombre qui recueillaient globalement l'appui des participants. Dans ce contexte, il a mentionné que les États membres du MERCOSUR, à leur réunion de la Session extraordinaire du 15 juillet 2002, avaient recensé un certain nombre de ces questions, dont celle de la "chronologie", une procédure de levée des sanctions, les droits des tierces parties, la simplification de la procédure des groupes spéciaux et la réduction des délais à certaines étapes des procédures, et l'accroissement de la transparence dans les cas de notification de solutions convenues d'un accord mutuel et aux fins de l'accès à la documentation, qui semblaient recueillir un large degré de soutien parmi les participants. Si les propositions liées à la compensation et à la suspension de concessions étaient intéressantes, il était extrêmement douteux, étant donné leur complexité et l'ampleur des conséquences qu'elles auraient pour le système de règlement des différends, qu'un accord puisse intervenir à leur sujet avant

l'échéance de mai 2003. Le programme devait être gérable, faute de quoi il était certain que l'échéance de mai 2003 ne serait pas respectée.

76. Le représentant de l'Uruguay a dit que sa délégation était d'accord avec les vues exprimées par l'Argentine, le Brésil et le Chili concernant la nécessité pour la Session extraordinaire de définir ses priorités de travail. Il convenait de faire preuve d'objectivité et de réalisme. Pour le moment, il devrait être clair qu'il ne serait pas possible de parvenir à un accord sur toutes les propositions avant l'échéance de mai 2003. Ce qui importait, c'était de déterminer quelles questions recueillaient le soutien général des participants. Certes, le fait était qu'il n'y avait aucun consensus sur quelque question que ce soit à ce stade des négociations, mais il était tout aussi vrai qu'il serait plus facile d'en bâtir un sur certaines questions plutôt que sur d'autres. Dans ce contexte, il était extrêmement probable que les participants puissent se rallier sur la liste de questions établie par le MERCOSUR à sa Session extraordinaire de juillet ou sur celle que proposait maintenant le Chili. L'intervenant a prié instamment le Président de proposer sa propre liste en tenant compte du degré de soutien exprimé par les participants pour chaque proposition. Il convenait de faire preuve de réalisme; tout le processus ne servirait à rien si on n'aboutissait à aucun résultat pour mai 2003. Les propositions qui seraient exclues de la liste du Président pourraient être abordées plus tard, lorsque le mandat de la Session extraordinaire serait renouvelé. Il était impératif d'accorder la priorité aux questions sur lesquelles un consensus était possible, consensus qui était extrêmement improbable pour des propositions qui modifieraient fondamentalement le Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends.

77. Le représentant du Paraguay a dit que sa délégation était d'accord avec la déclaration du Chili et celles des autres participants concernant la nécessité pour la Session extraordinaire d'établir ses priorités étant donné le court laps de temps qui restait avant mai 2003. Il a prié instamment les participants qui avaient présenté des propositions de soumettre leurs projets de textes juridiques afin d'isoler les dispositions du Mémorandum d'accord qu'ils souhaitaient clarifier ou modifier. Sa délégation était d'accord avec celles qui avaient demandé au Président de proposer une liste de questions autour desquelles il serait plus facile de rallier les participants. Le texte du Président pourrait servir de base pour la prochaine phase de travaux de la Session extraordinaire. À cet égard, il devrait inclure la question de la médiation et des bons offices, puisqu'on pouvait vraisemblablement prévoir qu'un consensus interviendrait à son sujet. Il a recommandé la cohérence dans le traitement de la question du traitement spécial et différencié pour les pays en développement dans le cadre du Mémorandum d'accord entre la Session extraordinaire de l'ORD et la Session extraordinaire du Comité du commerce et du développement (Session extraordinaire du CCD). S'agissant du Mémorandum d'accord, le Groupe africain avait fait une proposition qui était débattue à la Session extraordinaire du CCD, mais qui ne semblait pas figurer dans la liste des propositions soumises à cette enceinte. Du point de vue du Paraguay, la proposition du Groupe africain aurait dû être présentée à la Session extraordinaire de l'ORD. Il était important que le Secrétariat fasse tout en son pouvoir pour suivre de près les délibérations des autres organes de négociation, de manière à assurer la cohérence et à minimiser les chevauchements. Il convenait de créer des synergies. La Session extraordinaire devait coûte que coûte s'entendre sur des propositions qui apporteraient des changements positifs et de fond au Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends plutôt que sur des propositions qui ne feraient que "changer pour changer" et qui ne respecteraient pas le mandat confié par les Ministres à Doha.

78. Le Président a dit que le Groupe africain avait présenté sa proposition (TN/DS/W/15) concernant le Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends à la Session extraordinaire de l'ORD et que celle-ci la débattrait en temps opportun.

79. Le représentant du Paraguay a dit que les deux propositions différaient: celle qui avait été présentée à la Session extraordinaire du CCD renfermait des éléments qui ne se retrouvaient pas dans celle qui avait été présentée à la Session extraordinaire de l'ORD.

80. Le représentant de l'Équateur a dit que sa délégation était d'accord avec les vues exprimées par un certain nombre de participants, dont l'Argentine, le Brésil et le Chili, concernant la nécessité pour la Session extraordinaire d'établir ses priorités avant l'échéance de mai 2003. Parmi les questions qui étaient jugées prioritaires, certaines étaient plus urgentes que d'autres et il convenait de les examiner en premier. Il fallait faire preuve de réalisme et tenir compte du mandat de la Session extraordinaire de l'ORD. Les aspirations de certains participants devaient être ajustées en fonction de ce qui était réalisable avant mai 2003. Sa délégation était également d'accord avec la suggestion de certains participants selon laquelle la Président devrait proposer une liste de questions sur lesquelles il serait possible de parvenir à un consensus. L'Équateur ferait tout en son pouvoir pour aider le Président à cet égard, et consulterait les participants qui avaient formulé des propositions similaires à la sienne en examinant la possibilité d'arriver à un texte commun.

81. Le représentant du Nigeria a remercié la Jamaïque de son appui aux suggestions du Groupe africain et a indiqué que le Groupe était disposé à ouvrir un dialogue avec chaque participant qui avait fait des propositions similaires, afin d'examiner la possibilité d'arriver à un texte commun. S'agissant de l'observation faite par le Paraguay, le Groupe africain souhaitait éviter les chevauchements, d'où sa décision de ne pas soumettre la proposition à la Session extraordinaire de l'ORD en plus de la Session extraordinaire du CCD. Le Groupe a estimé que dès lors qu'une décision aurait été prise concernant sa proposition, il pourrait l'acheminer à la Session extraordinaire de l'ORD qui verrait à l'intégrer dans tout accord qui pourrait intervenir.

82. Le Président a remercié les participants de leurs observations en disant que le temps était compté et que la Session extraordinaire devait travailler rapidement et efficacement pour respecter l'échéance de mai 2003. Il a demandé si l'un d'eux avait l'intention de présenter une nouvelle proposition. Il commenterait quelques-unes des observations faites par les participants lorsque la réunion passerait au mode informel.
